

MANIFESTE POUR UN VÉRITABLE PARTI RÉVOLUTIONNAIRE!
POUR LA RÉVOLUTION SOCIALISTE ! p. 5-8

L'AFRIQUE NOIRE PREND LA RELÈVE p. 3

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

Après les élections polonaises

**Dans l'attente des
grandes décisions** p. 11

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

N° 56- 1^{er} Quinz. - FÉVRIER 1957

BI-MENSUEL: 30 fr.

RELANCER la campagne CONTRE la guerre d'Algérie

NOUS saluons les travailleurs algériens qui ont soutenu une grève générale héroïque de huit jours. Avec une calme résolution, ils ont bravé la terreur militaire, une répression féroce, sans précédent, qui n'est pas parvenue à briser le mouvement, qui n'a pu venir à bout de leur inébranlable volonté.

L'armée, aux ordres du général Massu, a mis en œuvre tous les moyens depuis le bris des devantures des commerçants promis au pillage, les rafles monstres, les arrestations jusqu'aux exhibitions des fanfares et les distributions de bonbons. En vain! Après avoir fait forcer quelques portes des boutiques en grève et encouragé le pillage, le général Massu a dû lancer rapidement un contre-ordre pour arrêter cette opération malencontreuse. Les soldats durent monter la garde jour et nuit devant les boutiques éventrées. Les menaces de licenciement, de révocation, les ordres de réquisition, les arrestations de fonctionnaires restant sans effet, l'armée passa à l'action au troisième jour de la grève, frappant aux portes des maisons à 5 heures du matin, et sortant de leur lit un par un les travailleurs pour les embarquer sur des camions à destination des chantiers, des entreprises, des ports, des bureaux où veillaient des sentinelles. Cela ramena une animation factice dans Alger devenue une ville morte les premiers jours, dont *Le Monde* traçait l'image suivante :

« Un silence impressionnant sur une cité presque déserte. Rien n'est plus impressionnant dans cette ville frappée de torpeur que la vision de boutiques ouvertes de force et abandonnées au bon plaisir des passants. »

La presse a été obligée de reconnaître qu'aucun musulman ne se livra au pillage. Les pilleurs, dont quelques-uns furent arrêtés, se recrutèrent parmi les Européens.

Opposant la résistance passive, les travailleurs algériens poursuivirent leur mouvement avec un courage exemplaire. Chaque matin, la presse annonça « l'essoufflement », « la reprise », la « défaite écrasante » du F.L.N. avec de gros titres, et chaque soir les observations des reporters démentaient les affirmations officielles et parlaient de « raidissement » du mouvement. En fin de semaine, *Le Monde* devait encore reconnaître que « le nombre des grévistes demeure très nettement supérieur, malgré les mesures prises, à celui des musulmans qui se trouvent au travail » et que « la grève n'est pas terminée puisque 98 % des cheminots, par exemple, sont absents ».

Le mouvement a été puissant également dans la métropole et semble indiquer que le F.L.N. dont l'influence s'affermi toujours dans l'immigration, est devenu nettement prépondérant, notamment dans la Région Parisienne.

Suivie à la dernière page

ROBERT LEBLOND.

LES projets du marché commun et de l'Euratom ont de bonnes chances d'être ratifiés cette année par les gouvernements européens intéressés. Dans ce cas, leurs dispositions entreront en application à partir de l'année prochaine.

Les raisons qui ont motivé la « relance européenne » par le « marché commun et l'Euratom » sont à la fois économiques et politiques.

Cette « relance » est maintenant une politique commune à toute la bourgeoisie européenne, y compris une partie grandissante de la bourgeoisie anglaise. Economiquement, elle correspond tout d'abord à la nouvelle géographie des courants commerciaux d'après-guerre, ensuite à la nécessité de sauvegarder des intérêts communs dans la dernière réserve coloniale que représente l'Afrique.

Un fait nouveau dans les courants commerciaux de cette après-guerre est l'importance grandissante prise par le commerce inter-européen aux dépens du commerce des pays européens avec les pays dits sous-développés. Ce phénomène a une signification plus générale: le commerce entre pays industriels se développe plus rapidement que le commerce entre pays industriels et pays sous-développés.

Ceci s'explique par le fait qu'une partie des matières premières naturelles

importées avant la dernière guerre par les pays industriels des pays coloniaux et semi-coloniaux, est maintenant produite par les pays industriels eux-mêmes. D'autre part, les matières premières artificielles, surtout textiles, produites par les pays industriels prennent constamment une importance grandissante.

L'étude attentive des statistiques du commerce international dans ces dernières années (plus particulièrement depuis 1953) montre très clairement le développement impressionnant du commerce inter-européen, par rapport au déclin relatif du commerce des pays européens avec les pays coloniaux et dépendants.

L'intégration économique des pays européens dans un marché commun est avant tout un fait inscrit déjà dans les tendances du commerce international. Cependant, l'importance commerciale des pays coloniaux et dépendants, tout en déclinant du point de vue des pays européens industrialisés, ne laisse pas d'être grande, vitale même, pour ces pays, en tant que réservoirs de certaines matières premières, et de débouchés pour leurs produits industriels (d'équipements et de biens de consommation durables en particulier).

L'Europe industrielle est obligée pour maintenir son activité normale, d'importer toujours d'Outre-Mer des matières premières et des produits agricoles

(Suite page 9.)

Michel PABLO.

La réponse à la « relance européenne » Etats-Unis Socialistes d'Europe

APPEL A NOS LECTEURS

Depuis quelques mois, l'administration de « La Vérité des Travailleurs » a enregistré un accroissement de la vente du journal et de nouveaux abonnements,

Les encouragements se multiplient, le courrier devient plus abondant.

Faites mieux encore, nous dit-on. Faire mieux est aussi notre objectif. Mais quoi faire? Augmenter notre tirage? Diffuser davantage notre publication? Passer à une publication hebdomadaire?

Chacune de ces mesures exige tout d'abord un budget plus élevé. Or, la parution de « La Vérité des Travailleurs » repose avant tout sur les efforts exceptionnellement grands des membres du Parti Communiste Internationaliste, efforts matériels de tous ordres, efforts financiers notamment.

Mais ces efforts ont atteint un niveau qui ne peut être dépassé. Nous avons une souscription ouverte en permanence, et nous recevons aussi une aide de camarades sympathisants. Mais, sur ce point, nous sommes certains que nous pouvons faire plus, beaucoup plus.

C'est à eux que nous nous adressons tout particulièrement. Etre un militant n'est pas chose possible pour tous. Mais manifester sa sympathie, son soutien à ceux qui militent en versant régulièrement une contribution à notre souscription est à la portée de tous.

Assurez-vous d'une souscription régulière, mensuelle, et envoyez-la à date fixe. Ce petit effort évitera bien des soucis à notre trésorier et nous permettra d'envisager les mesures propres à augmenter le rayonnement de notre publication.

Faites-nous aussi parvenir des noms et adresses de personnes susceptibles d'être intéressées par « La Vérité des Travailleurs » ainsi que par toutes les publications trotskystes.

Nous insistons encore: c'est précisément parce que les circonstances sont éminemment favorables à la progression de notre journal qu'il faut aider ces circonstances en nous donnant les moyens de nous faire connaître mieux et davantage.

Cercle Karl Marx

Par suite d'une erreur dans la location de la salle, la séance prévue pour le 1^{er} février sur le sujet: *La Révolution algérienne et Le Mouvement ouvrier français*, n'a pu se tenir à la date fixée et a été reportée au vendredi 8 février.

La prochaine réunion du Cercle se tiendra le vendredi 22 février à 20 h. 45 aux Sociétés Savantes, 28, rue Serpente. Le sujet traité sera: *Les Etats-Unis d'Europe*.

SOUSCRIPTION

Soutien de « La Vérité des Travailleurs »
Lancet, 5.000; Bal, 5.000; J. G., 1.000; Excédent Congrès, 13.332; Franc., 1.000; Bra., 1.000; Lam., 1.000; Tom., 1.000; Des copains des A. J., 500; Honoraires, 1.000; Liste de lecteurs belges: Fernand, 64; François, 370; Fernand, 110; René, 80; Un jeune socialiste belge, 160. — Total: 30.616 francs.
Total précédent: 147.48. fr. Total général: 178.102 fr.

Note de la Rédaction

En raison de la publication du manifeste de notre 12^e Congrès, nous sommes obligés de reporter au prochain numéro la publication de plusieurs articles ainsi que la suite de l'étude du camarade Pablo sur « Les problèmes politiques et économiques des régimes de transition ».

LES ELECTIONS DU 1^{er} SECTEUR DE PARIS

Je lis avec intérêt vos articles de « La Vérité des Travailleurs ». Vos analyses de la situation frappent par leur clairvoyance.

Je comprends d'autant moins que vous ayez retiré votre candidature au second tour de l'élection de Paris et que vous ayez conseillé de voter pour le candidat du PCF.

Pourquoi avoir dénoncé avec tant de lucidité les méfaits de la politique du PCF si vous en arrivez à conseiller de voter pour eux?

Ceux qui ont voté les pouvoirs spéciaux à Lacoste et, encore le 13 janvier, ont fait élire le candidat socialiste en Dordogne, continueront à ménager le parti socialiste; ils rendent ainsi possible la politique de Guy Mollet.

L'élection de Tardieu ou de Poujade serait moins nuisible que celle de Monjaumis; de toute façon, nous aurons une politique de droite; avec un député de droite, ce ne serait au moins pas la gauche qui encaisserait la responsabilité de la politique de droite.

**

On peut résumer toute notre orientation en quelques mots: nous luttons contre le capitalisme pour le socialisme, et dans la classe ouvrière nous luttons pour lui donner une direction révolutionnaire contre les directions réformistes et stalinienne. Autrement dit, nous nous efforçons de gagner les ouvriers aux méthodes révolutionnaires contre le capitalisme. Nous ne pouvons pas gagner les ouvriers par des méthodes de violence, mais de persuasion, de démonstration.

Dans une entreprise, quand les ouvriers se mettent en grève et désignent une direction stalinienne ou réformiste, nous ne pouvons pas nous abstenir.

Dans les élections, au premier tour la majorité des ouvriers a fait un choix; d'autres se sont abstenus, ont voté pour nous, etc. C'est de là que nous partons, pour prendre position pour le second tour et non de la politique des deux directions.

Reste l'argument: « L'élection de Tardieu ou de Poujade serait moins nuisible que celle de Monjaumis ». Ce

NOS LECTEURS...

... nous écrivent

point de vue serait plus que dangereux, il serait catastrophique: c'est la politique du pire. La droite a vu, avec raison, une victoire pour elle dans le premier tour, et les travailleurs une défaite. Sur le plan électoral, il est vrai; mais cela a suffi pour que la droite se montre encore plus exigeante. Quand la droite tire profit de la politique de trahison des vieilles directions, cela n'aboutit pas dans la masse des ouvriers à la conclusion qu'il faut passer à une nouvelle direction révolutionnaire.

Nous sommes persuadés qu'en nous désistant pour le candidat du PCF au second tour, nous renforçons toute notre argumentation contre le stalinisme auprès des communistes. Et la direction du PCF le comprend si bien qu'elle se garde de dire un mot à ce sujet; elle sait bien que nous sommes ses plus dangereux adversaires dans le camp ouvrier, elle est trop contente de montrer de prétendus « communistes » à la Hervé pour garder son emprise sur les ouvriers et ne veut pas que soit connue l'existence d'une organisation vraiment communiste, qui d'ailleurs continue à combattre ses positions tout en se désistant; tandis qu'elle invoque la « discipline républicaine », c'est-à-dire une politique de collaboration de classe, nous appelons à un vote de classe contre classe.

A PROPOS DES ETATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE

Un jeune communiste...

Je voudrais vous faire une suggestion en tant que jeune communiste. Nous vivons à une époque où l'internationalisme est de rigueur plus que jamais, et certainement pas par mode ou snobisme mais en temps que nécessité moderne et évolution générale de l'humanité. Nous entendons parler d'Etats-Unis arabes, et récemment

d'Etats-Unis d'Afrique. Et surtout, ce qui nous touche directement, on parle depuis plusieurs années, et on essaie de faire l'Europe. Cette Europe-là, naturellement je la combats au même titre que vous-même, qu'un paysan socialiste, qu'un ouvrier communiste ou qu'un étudiant progressiste. Une Europe contrôlée par le Grand Capital germanique et par le Vatican n'a, en effet, rien à voir avec l'intérêt des peuples. C'est pourquoi je serais évidemment plus sensible à l'idée d'Etats-Unis Socialistes d'Europe, émise par certains journaux à propos des révolutions polonaise et hongroise. On a suggéré une construction de l'Europe socialiste, basée sur les PC et les PS, en deux temps. Dans ce cas on penserait à chaque pays d'Europe se débarrassant de la tutelle étrangère et de sa « réaction » et se groupant ensuite aux autres pays qui auraient subi la même évolution (ou la même révolution). Mais encore faudrait-il une simultanéité relative dans la transformation de chaque nation, ce qui est important, et ce qui l'est beaucoup plus encore (cf la Révolution hongroise) une certaine similitude de races, de tempérament propre, de niveau de civilisation. De toutes façons, là aussi, ce n'est pas l'esprit de l'homme, mais l'évolution naturelle de l'histoire, qui aura raison. Des idées de Confédérations sont déjà dans l'air, comme par exemple la Confédération danubienne ou balkanique. Qu'elle soit ou non contrôlée par Krouchtchev ou par Tito, elle me paraît reposer sur des bases solides.

**

En ce qui concerne la question de l'Europe, le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe fut mis en avant dans les premières années de l'Internationale communiste, notamment en 1923 quand, sous le gouvernement Poincaré les troupes françaises occupèrent la Ruhr et que s'ou-

vrit ainsi une nouvelle étape qui allait mener dans la même année à une situation révolutionnaire en Allemagne. Cette situation ne fut malheureusement pas saisie, l'échec favorisa en U.R.S.S. la bureaucratie. Depuis lors, ce mot d'ordre fut même condamné par le stalinisme, parce qu'évidemment la bureaucratie de Moscou était et reste opposée à l'idée d'une fédération de nations socialistes, parce qu'elle est hostile à ce qu'elle ne peut contrôler. Ainsi elle a combattue la Fédération socialiste des Etats balkaniques.

Pour en revenir au mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe, il ne peut être conçu que comme une association volontaire de pays dans lesquels les gouvernements capitalistes ont été chassés et où existent des gouvernements ouvriers construisant le socialisme. C'est la seule possibilité d'une association qui soit vraiment de nations égales, tandis que la prétendue « Europe » qu'on prétend créer maintenant n'est qu'un grand trust dans lequel des capitalistes s'entendent contre les travailleurs.

Le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe ne suppose pas la simultanéité de la prise du pouvoir dans tous les pays d'Europe; c'est impossible. Mais il est certain que la venue au pouvoir du prolétariat dans un pays d'Europe aurait des conséquences considérables dans toute l'Europe; même la révolution hongroise a montré aussitôt ses répercussions dans toute l'Europe.

Le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe est lié au mot d'ordre du front unique, car il le pose à l'échelle internationale. En effet, si nous prenons les quatre principaux pays d'Europe occidentale, que voyons-nous? Dans deux d'entre eux, Angleterre et Allemagne, c'est la social-démocratie qui domine le mouvement ouvrier; dans les deux autres — France et Italie — les PC sont dominants, tandis qu'il y a aussi des PS non négligeables. Si le PC ne parvient pas à réaliser le front unique avec le PS en France, jamais on ne pourra imaginer un gouvernement français communiste capable de s'entendre avec un gouvernement allemand socialiste, etc., pour créer des Etats-Unis socialistes d'Europe.

L'AFRIQUE NOIRE PREND LA RELÈVE

Nous avons souligné dans nos numéros précédents la profonde évolution des esprits en cours en Afrique Noire. Depuis, ce mûrissement s'est confirmé et développé. Il revêt toute son importance si l'on se reporte à quelques années en arrière.

Bien entendu et depuis longtemps, les masses noires avaient en horreur l'état de domination dans lequel elles étaient plongées mais, manquant de perspectives claires, elles limitaient leurs espérances à un assouplissement du régime colonial, confinaient leurs revendications au cadre de chaque territoire et misaient principalement sur l'aide de formations politiques de la métropole jugées compréhensives et capables d'une action efficace.

Ce niveau politique relativement bas se traduisait dans les programmes et les structures des organisations politiques et syndicales, qui s'é-

ministration qui ont accordé régulièrement leurs suffrages aux gouvernements réactionnaires de Pinay, Laniel, E. Faure:

— Autonomie de chaque territoire d'A.O.F. et d'A.E.F. dans le cadre de deux Fédérations, lesquelles formeront deux Etats, « susceptibles d'être intégrés dans une République fédérale française ».

— « Economie socialiste » et « organisation collectiviste des moyens de production ».

A Conakry, simultanément, les formations SFIO de divers territoires fusionnaient en un seul « mouvement socialiste africain » coupé officiellement du parti français. Mais comme certains dirigeants sont des sous-ministres de Guy Mollet, le programme est réduit à une « libre association » entre la France et les territoires, ce qui signifie le maintien de la division des Africains et de la domination française. Cette transformation organisationnelle est pour la Social-Démocratie, une mesure d'auto-défense contre « la masse africaine » qui « peut perdre patience et nous balayer » ainsi que l'avoua le délégué de la Guinée.

Quelques jours plus tard, à Cotonou, se sont réunies toutes les organisations syndicales, à l'exception de FO, qui n'a pas de base parmi les autochtones, pour constituer l'Union Générale des Travailleurs d'Afrique Noire. Ces organisations comprenaient:

— Les syndicats rattachés à la CGT française.
— La CGTA issue d'une scission d'avec les précédents.

— La Confédération Africaine des Travailleurs Croyants, qui représente les anciens syndicats jadis rattachés à la CFTC française et par la suite affiliée directement sous ce nom de CATC à la Centrale Internationale Chrétienne.

— Les Fédérations Autonomes des Cheminots, des Enseignants et des Médecins, Pharmaciens et Sages-Femmes.

Ces divers éléments constitutifs de l'UGTAN ont rompu tout lien avec leurs homologues de la Métropole comme avec les diverses internationales syndicales, pour bien marquer le passage à l'indépendance et à l'unité ouvrières africaines.

Le programme élaboré à Cotonou place l'UGTAN au premier rang de la lutte anti-impérialiste: « ...Coordonner l'action des organisations syndicales africaines dans la lutte contre le régime colonial et toutes les formes d'exploitation de l'homme par l'homme... » « Son action s'insère dans la lutte des travailleurs des pays sous-développés pour leur libération, la promotion économique et sociale de leur population et l'avènement d'une véritable démocratie. » Indépendante des partis politiques, l'UGTAN « se réserve le droit de soutenir toutes actions politiques, allant dans le sens des intérêts des travailleurs... » Elle refuse la loi-cadre dont les décrets d'applications accentuent la division de l'Afrique Noire et le système d'exploitation et d'oppression colonialiste. Elle condamne en outre « toutes les guerres impérialistes, demande que le peuple algérien accède à l'indépendance » et « salue la lutte de tous les peuples coloniaux et dépendants qui se battent pour leur indépendance nationale ».

La plus importante organisation politique d'Afrique Noire, le RDA, n'a pas encore tenu son Congrès bien qu'il ait été prévu pour décembre 1956, à Bamako. Son dirigeant, Houphouët-Boigny, est ministre, les élections municipales qui ont eu lieu le 18 novembre en AOF et AEF ont accentué les succès déjà importants du 2 janvier 1956. Il a enlevé 18 municipalités sur les 27 en compétition au Soudan, en Guinée, en Côte d'Ivoire et au Niger. Il n'est mis en échec qu'au Sénégal et au Moyen-Congo. Et pourtant le RDA est voué soit à l'éclatement, soit à un changement complet d'orientation. Tirant sa force du soutien des larges masses qui le considéraient encore comme leur arme politique essentielle contre l'impérialisme, il est dirigé par des couches bourgeoises aspirant à un partage à l'amiable de l'influence économique avec les pa-

trons d'origine européenne. C'est parce que ces dirigeants sont conscients du caractère de plus en plus aigu de cette contradiction qu'ils n'osent pas réunir le Congrès.

Les syndicats s'étaient d'ailleurs violemment opposés à cette collusion entre chefs RDA et colonialistes qui apparut clairement aux élections d'Abidjan où la liste RDA comprenait plusieurs patrons de combat. Deux jours après, des grèves et des incidents éclatèrent d'ailleurs dans un faubourg d'Abidjan.

Ce scandale provoqua également la protestation de la Fédération des Etudiants Noirs en France qui constitue, avec l'UGTAN, un des courants exprimant le plus clairement les aspirations révolutionnaires des masses africaines. Son organe, « l'Etudiant d'Afrique Noire », comme nous l'avons plusieurs fois signalé, a pris toute une série de positions d'avant-garde: Pour l'indépendance algérienne, contre la loi-cadre Deferre, contre les pseudo-autonomies accordées au Togo et au Cameroun.

Un autre facteur d'accélération de la tendance vers la révolution africaine est constitué par les événements du Togo et du Cameroun. Ces deux pays qui, depuis 1919, ont été « confiés » à la « tutelle » française avec droit de regard de la SDN puis des Nations Unies revendiquent purement et simplement leur indépendance. L'Administration s'est hâtée au Togo de fabriquer une « République Autonome » à qui elle n'a pu cependant refuser toute apparence de pouvoir mais

MESSAGE DE SOLIDARITE A L'UGEMA

Chers Camarades,

Le Bureau Politique du Parti Communiste Internationaliste (Section Française de la IV Internationale) vous assure de son entière solidarité à l'occasion de la semaine d'action que vous avez décidée pour soutenir la lutte du peuple algérien pour son indépendance.

Notre Parti soutient, comme vous le savez, inconditionnellement cette lutte et combat dans le mouvement ouvrier français pour une action effective du prolétariat de ce pays aux côtés de nos frères algériens, afin de concourir à leur victoire sur l'impérialisme.

A cette occasion, nous vous renouvelons l'expression de notre solidarité contre la répression qui frappe votre organisation.

Nous vous félicitons pour votre action courageuse et vous adressons notre salut révolutionnaire.

Le Bureau Politique du PCI.

taient constitués en 1945 en des sortes de filiales des groupements métropolitains, dont aucune ne réclamait l'unité et l'indépendance.

En dehors du Code du Travail — abolissant en principe le travail forcé — cette manière de penser et d'agir n'apporta guère de résultats. Il s'ensuivit d'abord un recul marqué en 1950-55 par le glissement à droite et la perte d'influence de la principale force politique, le RDA, cependant que sévissait la division syndicale.

Mais de même que la lutte victorieuse du Viet-Nam fut un facteur majeur de mûrissement pour le Maghreb, de même la révolution nord-africaine a accéléré la prise de conscience de l'Afrique Noire.

Les masses se sont rendu compte qu'il était possible de rejeter le joug colonial. Elles comprennent que l'unité et l'indépendance de l'Afrique Noire, voire de toute l'Afrique, sont réalisables et elles sont décidées à engager la lutte pour ces objectifs. Ces nouvelles dispositions d'esprit, annonciatrices de la Révolution africaine, effrayent les éléments hostiles au bouleversement et, au contraire, projettent en avant les groupes les plus progressifs dans lesquels se dessine une avant-garde.

Quelle que soit leur réaction, toutes les organisations africaines sont obligées de tenir compte de cette situation pré-révolutionnaire. Il en résulte une modification des idées et des formes organisationnelles qui tend à un rajustement des programmes, à une séparation d'avec les groupes métropolitains et à une extension à toute l'Afrique Noire des nouveaux mouvements en formation.

A la mi-janvier se sont tenues trois réunions qui font le point de ces évolutions au demeurant pas encore terminées.

A Dakar, les parlementaires du groupe des « Indépendants d'Outre-Mer » ont lancé la « Convention africaine » dont on peut noter les points suivants du programme assez audacieux si l'on songe que la plupart de ces députés ou sénateurs sont de vieux collaborateurs de l'Ad-

COMMUNIQUE DE LA FEDERATION DE FRANCE DU F. L. N.

Le Comité Fédéral du Front de Libération Nationale en France dénonce les manœuvres du gouvernement Guy Mollet — Lacoste tendant à faire croire à la veille du débat à l'ONU, à l'imminence d'une conférence de négociation algéro-française.

Le FLN proclame une fois de plus que seul le Comité National de la Révolution Algérienne, au complet, est habilité à négocier avec le gouvernement français les conditions d'un cessez-le-feu en Algérie, cinq de ses membres actuellement détenus, devant être au préalable libérés.

L'opinion mondiale ne sera donc pas dupe de cette nouvelle tentative de diversion. Elle sera sensible, par contre, à la puissance de l'actuelle démonstration d'unanimité nationale que revêt autour du mot d'ordre du FLN, la grève de huit jours. Cette grève générale consacre en Algérie l'unité de combat autour du FLN. Elle se traduit en France dans la même unanimité et le même esprit de sacrifice,

est décidée à empêcher l'unification du Togo français avec le Togo anglais, en accord évident avec les collègues britanniques. La pilule a été difficilement avalée par l'ONU.

Il lui sera également malaisé de lui faire considérer sa gestion au Cameroun comme conforme aux principes des « Droits de l'Homme » alors que le parti des masses, l'UPC est interdit, ses militants pourchassés et réduits à prendre le maquis, cependant que l'amnistie, promise avant les élections, semble reportée aux calendes... C'est pourquoi le statut en cours d'élaboration est un peu plus « libéral » que celui du Togo.

La force du mouvement des masses de toute l'Afrique Noire est maintenant telle que l'impérialisme se rend compte que la loi-cadre Deferre — qui lui avait semblé propre à lui donner un répit — est dépassée.

Les débats à l'Assemblée sur les textes d'application de cette loi ont montré ses hésitations à affronter directement ce mouvement, mais l'Administration n'a pas non plus la possibilité de lui donner de larges satisfactions, car les expériences tunisiennes et marocaines, lui ont appris que de l'autonomie interne à l'indépendance de plus en plus totale, le pas est vite franchi. Sans préjuger des formes qu'elles prendront, on peut donc être sûr que de grandes luttes révolutionnaires vont bientôt être à l'ordre du jour en Afrique Noire.

E. DECHAMPS.

BON ANNIVERSAIRE

Le gouvernement Mollet vient d'avoir un an! Ses « amis » n'ont pas craint d'organiser une petite sauterie pour arroser ce moment historique. Laniel (351 jours de présidence) est déjà battu et Queuille (391 jours) est sur le point de l'être! Mais ces deux-là étaient des champions de l'immobilisme, et Mollet, lui, serait plutôt le champion de « l'aggravationnisme » en particulier de la situation en Algérie et des conditions de vie des travailleurs. Et ce n'est pas la suppression de la taxe sur l'enlèvement des ordures ménagères, dernière trouvaille de l'équilibriste Ramadier qui fera les travailleurs se féliciter du maintien au pouvoir de l'équipe actuelle, qui a reçu toutes les félicitations de la droite pour avoir su empêcher le déclenchement de l'échelle mobile (Mondon, Indépendant) prendre des décisions courageuses (Arrighi, radical) et même être infidèle à ses promesses électorales (Legendre, indépendant)!

EN TOUTE INDEPENDANCE

Fidèles soutiens du gouvernement du « socialiste » Guy Mollet (comme la corde soutient le pendu), les « Indépendants » viennent de déclencher une offensive parlementaire de grand style contre le Parti Communiste en déposant un certain nombre de projets de lois, allant de l'interdiction pure et simple du PCF au contrôle des comptes des Comités d'Entreprises, dont le résultat le plus clair serait d'instaurer en France un nouveau maccarthysme, et auxquels les travailleurs devront s'opposer par tous les moyens si ces projets dépassaient le stade du projet de loi.

A COUPS DE « MASSU »

On peut évidemment admirer la technique de choc avec laquelle le général-para Massu a « maté » à Alger la grève du FLN. Et les journaux bourgeois ne tarissent pas d'éloges devant ce général à poigne qui n'a reculé devant rien, hauts-parleurs, marches militaires, hélicoptères et quelques autres arguments moins anodins, pour pouvoir faire écrire par tous les correspondants de presse que la grève nationaliste était un échec.

Sans parler des boutiques arabes ouvertes de force et dans lesquelles des jeunes gens (européens) invitaient la population (européenne) à se servir gratuitement, ce brave général a même poussé la sollicitude jusqu'à aller frapper aux portes des travailleurs de la Casbah et à les conduire en camions militaires dans la ville européenne. Malgré cela le correspondant du Figaro écrit dans son journal le 31 janvier: « J'ai questionné — individuellement — de nombreux Musulmans. Tous m'ont dit: « Nous devons faire grève. Nous ne venons sur les lieux d'embauche que parce qu'on nous y force. » Et l'envoyé spécial du Monde écrit le même jour: « Tous les requis ne se rendent d'ailleurs pas à leur travail; certains déambulent au soleil, à la merci d'une vérification d'identité; d'autres sur les quais, dockers professionnels ou improvisés, suivent deux par deux les soldats de la police militaire... »

Ainsi, malgré les injonctions gouvernementales et les gros titres des journaux claironnant son échec, la vérité se fait jour sur cette grève qui prouve la combativité du peuple algérien...

Le préfet socialiste Lambert qui sévit à Oran n'a pas voulu rester en deça du général « para »:

« Pour les commerçants j'ai dû faire appel à la police pour faire ouvrir les portes. Pour les fonctionnaires défilants, j'ai été plus sévère et j'ai fait procéder à l'arrestation de certains d'entre eux qui n'avaient aucune raison de se montrer solidaire des rebelles, puisque c'est la France qui a fait leur situation. »

JUSTICE DISTRIBUTIVE (suite)

De ce côté-là les magistrats algériens semblent avoir parfaitement compris où était leur devoir et l'intérêt de leur avancement. Voici un petit extrait de leur tableau de chasse:

— Cinq Européens coupables de pillage de magasins musulmans ouverts de force par l'armée ont été condamnés à des peines allant de 1.000 fr. d'amende à 15 jours de prison avec sursis.

— Deux instituteurs musulmans ont été condamnés à quatre mois de prison ferme et un troisième à deux mois pour avoir suivi l'ordre de grève.

UN ANGE PASSE...

Annoncé à grand fracas dans la presse comme un nouvel acte de terrorisme dû évidemment aux Com-

Agitation chez les fonctionnaires

Une série de manifestations groupant différentes catégories de petits fonctionnaires a eu lieu ces jours-ci à Paris et en province.

Le mécontentement à la base a surtout été enregistré dans les catégories C et D — de 30.000 à 35.000 francs par mois. Le gouvernement au moment des derniers mouvements avait fait savoir qu'un relèvement d'indice de 10 points devait être accordé aux petites catégories. Celui-ci sans tenir ses promesses s'est livré à un calcul odieux. L'indice terminal se trouverait augmenté de 10 points mais la durée de la carrière se verrait prolongée de 21 et 24 ans; ce qui se traduirait pour certains, par un piétinement dans l'échelon sans aucune augmentation de salaire et même pour les autres, par une diminution de salaire.

Aussi les dernières augmentations du mois de janvier, qui se chiffrent souvent à moins de 1.000 fr.

CHEZ RENAULT La grève des travailleurs algériens

Comme partout en France, la grève des Nord-Africains fut massive chez Renault. En fait, elle s'est continuellement renforcée au cours de la semaine du lundi 28 au vendredi 1^{er} février. On peut chiffrer à 90 % le pourcentage de « absents » (près de 4.000 Nord-Africains chez Renault).

Aux fonderies, là où la concentration est la plus grande, on retrouve ce pourcentage général. La direction par les mutations d'ouvriers d'ateliers voisins, mais aussi par l'utilisation des régleurs et professionnels et prélèvement sur ses stocks a réussi à pallier les effets de la grève, et camoufler le succès de la démonstration.

Malgré les pressions de toutes sortes, dont l'arrestation de plusieurs Algériens aujourd'hui déportés à Alger dont Ben Daoud, ancien délégué CGT et militant unanimement apprécié tant par les ouvriers algériens que par les ouvriers français (Ben Daoud fut le dirigeant de plusieurs grèves remarquables aux fonderies au cours des années passées).

Il est probable que la direction va tenter de décapiter davantage les camarades algériens.

Elle prépare des sanctions comme elle l'a fait lors de la grève du 5 juillet (licenciements, mises à pied, avertissements, etc...).

Les organisations syndicales qui n'ont pas trouvé moyen d'organiser ne serait-ce qu'un meeting pour populariser la lutte remarquable de nos camarades algériens, sauront-elles s'opposer à toutes sanctions?

La CGT et peut-être la CFTC le feront probablement. Les autres, dont FO comme au 5 juillet, joueront les Ponce-Pilate.

Bas les pattes devant nos camarades algériens. Solidarité totale. Les syndicats, CGT principalement, ne doivent pas hésiter à préconiser l'action indispensable.

Il ne s'agit pas de savoir si « tout le monde suivra ». Ce qui importe le plus, c'est la réalisation de l'unité, de la solidarité, de la fraternité prolétarienne. Les ouvriers algériens doivent obtenir le soutien inconditionnel de la CGT. Les patrons doivent être persuadés que les liens qui se forment aujourd'hui, même dans des conditions difficiles et malgré l'opportunisme des organisations ouvrières, entre ouvriers français et algériens, sortiront renforcés à travers la répression qu'ils envisagent.

munistes (puisque un Européen ayant des connaissances en artillerie était dans le coup) l'attentat contre le général Salan a été vite rejeté dans l'ombre lorsqu'il a été établi que l'auteur de cet attentat était un « ancien d'Indochine », membre d'une organisation d'extrême droite.

Venant après l'affaire du général Faure (qui serait le cerveau (?) de cette conspiration des ultras), l'action directe de ces éléments extrémistes embarrasse fort le citoyen Lacoste qui ne peut même plus se targuer de la sympathie des ultras algériens.

Et bien plus que ses démentis et les explications embrouillées après cette encombrante arrestation, le fait que la Radio française ait annoncé l'arrestation du nommé Ange Salicetti 36 heures après la presse parisienne en dit long aussi bien sur les ennuis du Gouverneur général, que sur l'indépendance des informations de la RTF à l'égard du gouvernement!

pour les mêmes catégories n'ont fait qu'accroître le mécontentement.

Devant la pression de la base, la CGT avait lancé une journée d'action pour le 29 invitant les autres organisations à s'y associer. Mais FO demandait alors à ses adhérents de manifester devant le Palais-Royal le 25. L'Education Nationale tenait un meeting à la Bourse du Travail le même jour. Cette journée du 25 connut un succès. Les petites catégories assistèrent en grand nombre aux assemblées du personnel. Il faut dire que bien souvent, les dirigeants F.O. allèrent jusqu'à omettre de parler de la journée du 25 à leurs adhérents et que c'est surtout à l'appel de la C.G.T. que des débrayages eurent lieu.

La manifestation du Palais-Royal était représentée par des militants de F.O. renforcés de Cégétistes et de membres d'autres organisations syndicales. Les grilles du Palais-Royal avaient été fermées et des cordons de C.R.S. en gardaient l'entrée. On entendait scander: « Unité, nos salaires ». Ne pouvant avancer, les manifestants bloquèrent la circulation.

Le dirigeant F.O. Trivié prit la parole et tout de suite attaqua sur le cri « d'Unité » lancé par la foule, rappelant la question hongroise. Son discours fut très mal accueilli et beaucoup de fonctionnaires ripostèrent, scandant « Unité » car c'est ce qui correspondait à la situation. Quelques incidents eurent lieu entre militants F.O. et Cégétistes.

La journée du 29, lancée par la C.G.T. n'avait plus d'objectifs après la manifestation du 25, devant la promesse du gouvernement d'étudier le dossier des catégories C et D.

Les organisations syndicales qui furent reçues ces jours-ci ont appris par le budget qu'il n'y aurait pas d'augmentations de crédits pour ces catégories.

La Fonction Publique se propose de revoir la question et de donner sa réponse en fin de semaine. Il y aura certainement très peu de choses à changer, à part quelques modifications de détail. Aussi peut-on s'attendre à un mouvement chez les fonctionnaires car les manifestations des ouvriers d'Etat, du personnel à statut, et les cessations du travail qui ont eu lieu dans les P.T.T. ces jours-ci, sont le prélude à des mouvements plus larges.

GREVE

A LA SECURITE SOCIALE

Par une grève de 24 heures effectuée par 80 % du personnel de la Sécurité Sociale, celui-ci vient de manifester son mécontentement d'avoir vu le ministre du Travail annuler l'accord portant sur une augmentation de salaires de 5 % accordée par les organismes patronaux depuis décembre.

Le mot d'ordre de cette grève pour le 29 janvier a été lancé par la Fédération FO — mais le tract était déjà distribué alors que les syndicats parisiens discutaient encore de la manière d'organiser la protestation... Et cette méthode qui avait déjà été utilisée chez les fonctionnaires, est inadmissible de la part d'un syndicat ouvrier!

A la Sécurité Sociale, FO voulait se délimiter de la CGT et refusait les meetings communs — bien que sachant que les militants CGT (sinon sa direction) suivraient son mot d'ordre de grève. — C'est ce qui s'est passé effectivement.

On ne peut analyser dans cette brève note pourquoi FO a lancé la grève des fonctionnaires le 25 janvier et celle de la Sécurité Sociale le 29, alors que dans les deux cas l'adversaire était le même, le ministre des Finances. Mais il faut signaler que la CGT a mal réagi:

1° Un article de l'Humanité dénonce les agissements de FO et engage ses sections syndicales à organiser une journée d'action allant de la pétition à la grève en passant par le débrayage pour le 29 janvier.

2° Un tract dénonce FO et appelle à la grève pour le 29 (parce que tous les militants des sections sont d'accord pour la grève avec FO).

3° Un tract commun avec FO et la CFTC appelle à la grève pour le 29 (en ne dénonçant plus personne, bien entendu).

Une telle attitude ne peut qu'ajouter à la confusion actuelle, et toutes ces fausses manœuvres indiquent bien que la direction de la CGT sous-estime la combativité de ses militants, et des employés de la SS en général.

(Correspondant.)

niste, une IV^e Internationale de masse, dans laquelle les Partis communistes rénovés du monde entier pratiqueront le véritable internationalisme prolétarien, assurant l'unité de la lutte mondiale du prolétariat, grâce à un régime démocratique dans l'élaboration politique, centralisé dans l'action pour le socialisme.

LES CONSEILS OUVRIERS, ORGANES DE LA LUTTE DES MASSES

Pour lutter contre la direction stalinienne, prenez hardiment appui sur les masses travailleuses qui ne veulent plus de la politique opportuniste des pétitions, qui ne croient pas aux voies parlementaires et qui aspirent à une politique révolutionnaire. Nantes, Saint-Nazaire, les manifestations des rappelés, ont exprimé les profondes tendances de la classe ouvrière de ce pays. Elle s'est refusée de répondre à des appels qui cachaient plus ou moins des objectifs et des intérêts qui n'étaient pas les siens. Elle s'est engagée à maintes reprises dans des combats puissants quand elle savait qu'elle combattait pour elle.

Dans les luttes à venir un élément nouveau jouera un rôle de plus en plus décisif: les comités, les conseils ouvriers. Dans le passé, les ouvriers élisaient des comités de grèves dans leurs entreprises, mais la liaison entre ceux-ci se trouvait complètement entre les mains de l'appareil syndical, lui-même étroitement contrôlé par la direction stalinienne de Thorez. L'exemple hongrois et la détérioration profonde des rapports des masses avec cette direction auront pour effet qu'à l'avenir ces comités auront une tendance grandissante à se fédérer entre eux, depuis l'échelon local jusqu'au cadre national, indépendamment des appareils soumis aux vieilles directions bureaucratiques et antidémocratiques.

Ces comités, ces conseils représenteront de plus en plus fidèlement la classe dans son ensemble. Ce sera la tâche des marxistes révolutionnaires d'en gagner démocratiquement la direction par le programme qu'ils y défendront et leur activité.

Ce sont ces comités, nés dans les luttes pour les revendications les plus élémentaires qui, au cours du développement de ces luttes, deviendront les organes au moyen desquels les travailleurs assureront le contrôle et la gestion de l'Etat et de l'économie arrachés au capitalisme.

Ce sont ces comités, nés comme organes de lutte, qui deviendront des organes de contrôle et qui, à l'étape décisive de la lutte, se transformeront en organes de base du pouvoir prolétarien, de la dictature du prolétariat.

TRAVAILLEURS DE FRANCE,

Il est temps de mettre fin à ces expériences coûteuses et vaines. Il est temps que vous preniez en main la société, que vous abolissiez la propriété et l'Etat capitalistes, que vous instauriez un régime nouveau, une société construisant le socialisme. Chassez de vos rangs des dirigeants indignes, compromis dans les pires crimes contre les masses travailleuses, discréditant les partis qu'ils dirigent. Nettoyez vos propres organisations. Imposez-y un régime de démocratie ouvrière, élisez des directions nouvelles contrôlées par vous, sur des programmes débattus et acceptés par vous. Rejoignez le Parti Communiste Internationaliste (section française de la IV^e Internationale), parti de la révolution socialiste en France et dans le monde.

A LA PORTE GUY MOLLET ET THOREZ !

EN AVANT POUR UN VERITABLE PARTI COMMUNISTE !

EN AVANT POUR LE FRONT UNIQUE DES TRAVAILLEURS !

EN AVANT POUR UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS !

VIVE LA REVOLUTION MONDIALE !

VIVE LA IV^e INTERNATIONALE !

Janvier 1957.

LISEZ « LA VERITE DES TRAVAILLEURS »

ET « QUATRIEME INTERNATIONALE »

64, Rue de Richelieu, Paris-2^e

(Permanence tous les jours, de 17 heures à 19 heures)

MANIFESTE

DU XII^e CONGRES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

(section française de la IV^e Internationale)

**Pour un véritable parti
révolutionnaire!**

**Pour la Révolution Socia-
liste!**

Les peuples colonisés, au premier rang d'entre eux le peuple algérien, mènent pour leur émancipation un héroïque combat qui porte les coups les plus meurtriers à l'ennemi des travailleurs des métropoles, leur propre capitalisme. *Le Congrès adresse son salut aux masses des pays colonisés et exprime sa solidarité totale aux masses algériennes.*

Les peuples des Etats ouvriers se dressent contre la caste bureaucratique qui, tandis qu'elle bénéficie de privilèges odieux, ose présenter comme le socialisme une société dans laquelle les ouvriers ne disposent ni de bien-être ni de liberté.

Le Congrès adresse son salut aux travailleurs polonais et hongrois qui viennent de se placer à l'avant-garde de la lutte révolutionnaire pour le socialisme. Il salue les travailleurs soviétiques qui s'apprentent à reprendre la lutte.

LES AGRESSIONS DE LA BOURGEOISIE FRANÇAISE

L'année 1956 s'est terminée sur des événements mondiaux gigantesques, annonciateurs de transformations qui bouleverseront le monde entier, y compris la France.

La bourgeoisie de notre pays s'est montrée particulièrement acharnée à défendre ses capitaux et ses positions impérialistes. Elle a poursuivi la « pacification » contre le peuple algérien. Elle a engagé la guerre contre le peuple égyptien qui s'était permis de mettre à la porte les administrateurs de la Compagnie universelle du canal de Suez. Elle a aussi voulu exploiter la situation en Hongrie pour mener la lutte contre les Etats ouvriers.

En face de cette attitude si provocante de la bourgeoisie, les travailleurs de France sont restés immobiles. Ils avaient voté le 2 janvier 1956 contre la politique réactionnaire des Pinay, Laniel, Bidault, Faure. Ils espéraient que socialistes et communistes jusqu'alors dans l'opposition utiliseraient la force que leur donneraient près de dix millions de voix ouvrières pour imposer un changement dans la politique de ce pays, pour arrêter la guerre d'Algérie, pour cesser de dépenser des milliards dans les budgets de guerre, pour établir un programme de travaux et de constructions au service des masses. *Ils espéraient que ça changerait vraiment, de façon définitive, et pas comme ce fut le cas à la Libération!*

Mais il a suffi de quelques manifestants fascistes le 6 février à Alger pour que le gouvernement à direction socialiste capitule devant la bourgeoisie et s'enfonce dans une politique que n'auraient pu mener les politiciens bourgeois les plus fieffés, sans soulever de violentes manifestations des masses travailleuses.

La direction du Parti socialiste portée au gouvernement s'est montrée ce qu'elle fut toujours dans ces circonstances: le « gérant loyal » du capitalisme, pour reprendre une expression chère à Léon Blum qui y voyait un témoignage de moralité politique de la part des socialistes, de moralité envers la bourgeoisie, de trahison envers les ouvriers.

Les chefs du Parti socialiste ont pu opérer ainsi, parce que la direction du Parti communiste français se mit purement et simplement à leur remorque. Pendant plusieurs mois, elle soutint ouvertement le gouvernement Guy Mollet, allant jusqu'au vote honteux des pouvoirs spéciaux pour la guerre d'Algérie.

Depuis lors, la direction du Parti Communiste Français a agi avec plus de discrétion, mais avec autant de volonté de ne pas gêner le gouvernement Guy Mollet. Elle n'a mené aucune campagne de masse, elle n'a fait d'autre action que des pétitions et des délégations dépourvues d'efficacité. Au cours de la discussion du budget elle s'est même abstenue dans un vote de confiance pour éviter la chute du gouvernement.

Les travailleurs avaient manifesté leur hostilité à la guerre d'Algérie par de puissantes manifestations contre les rappels (Rouen, Grenoble). Mais, trompés par les directions des deux partis, dépourvus de directives, ils se sont trouvés désorientés et n'ont pas pu faire aboutir leur mécontentement. Le mouvement contre la guerre d'Algérie s'est effrité. L'expédition de Suez n'a provoqué en France aucune manifestation comparable à celles des travailleurs anglais.

La réaction relève la tête. Elle se montre plus exigeante, plus provocante. Elle passe même à l'offensive.

En août 1953, à Nantes et à Saint-Nazaire en 1955, les ouvriers ont montré leur force comme ils l'avaient fait en juin 1936, à la Libération, dans les grèves de 1947-48. Vont-ils se retrouver une fois de plus au bas de la pente, comme au terme de chacune de ces expériences?

IL FALLAIT ABATTRE L'ETAT CAPITALISTE !

D'où viennent ces soubresauts de la politique française depuis 1934, entre des tentatives réactionnaires d'un pouvoir fort et les poussées inachevées des masses laborieuses?

La décomposition irrémédiable du capitalisme français, la politique des directions communiste et socialiste visant à le réformer au lieu de l'abattre, telles sont les causes de cette situation.

Le capitalisme français est un des maillons les plus usés du système capitaliste. Alors qu'il occupait le deuxième rang dans le monde au cours de la plus grande partie du XIX^e siècle, il a été largement dépassé par ses concurrents; son appareil de production reste suranné malgré quelques progrès dans des domaines limités. Depuis la fin de la deuxième guerre il a vécu surtout sur son capital, fortement aidé le plus souvent par des subsides américains. Il a dépensé ses forces dans des aventures coloniales pour tenter de conserver les rapines du passé, seul moyen de faire figure dans le monde capitaliste.

Après deux guerres mondiales qui l'avaient presque rendu exsangue, il n'avait aucune chance de se redresser. **La seule façon de sauver le pays, c'était de le libérer du capitalisme, de retirer la direction de l'Etat et de l'économie aux trusts, aux magnats de la grande industrie, de collectiviser les moyens de production et d'échange, de planifier l'économie au profit des masses laborieuses, en un mot de commencer à construire une société socialiste.**

C'était aussi la seule façon d'unir derrière la classe ouvrière, sur des objectifs anticapitalistes clairs, les masses petites bourgeoises de la ville et de la campagne poussées dans une misère de plus en plus grande par l'Etat des trusts capitalistes. Dès 1938, la IV^e Internationale indiquait dans son *Programme de Transition* les principales tâches à réaliser dans ce sens.

Le « Secret Commercial » et le « Contrôle ouvrier de l'Industrie »

.....L'abolition du « secret commercial » est le premier pas vers un véritable contrôle de l'industrie.....

..... Les COMITES des diverses entreprises doivent élire, à des conférences correspondantes, des comités de trusts, de branches d'industrie, de régions économiques, enfin, de toute l'industrie nationale dans son ensemble. Ainsi le contrôle ouvrier deviendra l'école de l'économie planifiée. Par l'expérience du contrôle, le prolétariat se préparera à diriger directement l'industrie nationalisée, quand l'heure en aura sonné.

L'expropriation de certains groupes de capitalistes

..... Nous revendiquons l'expropriation des Compagnies monopoleuses de l'industrie de guerre, des chemins de fer, des plus importantes sources de matières premières, etc...

La différence entre ces revendications et le mot d'ordre réformiste bien vague de « nationalisation » consiste en ce que :

1^o Nous sommes contre le rachat.

2^o Nous prévenons les masses contre les charlatans du Front Populaire qui, proposant la nationalisation en paroles, restent en fait les agents du capital.

auprès des grandes masses et exercer une attraction suffisante sur les travailleurs socialistes, les stimuler à nettoyer leur propre maison de la direction Mollet, et les rendre favorables à une politique de front unique des deux partis ouvriers sur un programme de défense des intérêts des travailleurs, sans manœuvres ou objectifs obliques, en vue de créer un gouvernement des travailleurs, un gouvernement qui liquidera la faillite de la gestion capitaliste et entamera la construction du socialisme.

TRAVAILLEURS COMMUNISTES ET SYMPATHISANTS,

Vous constituez la majorité de la classe ouvrière de ce pays, dans ses catégories les plus décisives (métaux, mines, chemins de fer, électricité, transports,...) *De vous, de votre action, dépend l'avenir du mouvement ouvrier, l'avenir même du pays.* Balayez la direction stalinienne de Thorez, recréez un véritable parti communiste, au régime intérieur démocratique, avec une ferme politique révolutionnaire et rapidement la classe ouvrière de ce pays sortira de sa confusion et trouvera le chemin de l'unité d'action. Entendez l'appel des communistes polonais aux membres des partis frères :

« Le mouvement ouvrier stalinien tire sur sa fin et doit se terminer. Plus tôt chacun de ses partis le comprendra et d'autant plus grandes seront ses chances de pouvoir se reconvertir en véritable parti communiste et de se sauver ; d'autant moindres seront les torts qu'il causera au mouvement ouvrier. »

Entendez le testament politique d'André Marty :

« ..je suis certain que l'exemple et le courage des travailleurs polonais, du Comité Central du Parti Ouvrier et le vôtre, camarade Gomulka, seront un puissant stimulant aux communistes et à tous les travailleurs de France pour agir afin de rebâtir un vrai parti ouvrier révolutionnaire comme était le Parti communiste voici trente ans. »

LE VERITABLE INTERNATIONALISME PROLETARIEN

Une discussion s'est engagée entre diverses directions de Partis communistes sur « l'internationalisme prolétarien ». Pour la direction du P.C. de l'U.R.S.S. et d'autres — dont la direction Thorez c'est la soumission inconditionnelle du Kremlin. Pour la direction de la Ligue des Communistes yougoslaves et d'autres justement révoltés par la pratique internationale de Staline et de ses successeurs, il consiste simplement en échanges de vues entre directions nationales, complètement indépendantes les unes des autres.

L'internationalisme prolétarien n'a rien à voir avec l'une et l'autre de ces conceptions et pratiques qui, toutes deux, proviennent de la mainmise de l'Etat sur le Parti; l'une de la part d'un Etat puissant dont la bureaucratie veut continuer à utiliser le mouvement ouvrier international au service de ses objectifs diplomatiques; l'autre d'un petit Etat qui cherche à manœuvrer dans un monde dominé par deux très grandes puissances.

L'internationalisme prolétarien repose sur l'unité économique du monde, sur l'unité politique de la lutte des classes ouvrières et des masses coloniales à travers le monde. La révolution mondiale n'est pas l'addition arithmétique de révolutions nationales. Il n'y a pas de « socialisme dans un seul pays ». La révolution mondiale constitue une unité s'exprimant sous des formes et aspects correspondant aux particularités de chaque pays. C'est pourquoi tout progrès de la révolution dans un pays stimule la révolution dans d'autres pays, toute défaite dans un pays entraîne des reculs dans d'autres. C'est ainsi que la défaite de la révolution en 1923 a favorisé la montée au pouvoir de la bureaucratie en U.R.S.S., la stalinisation des Partis communistes et de l'Internationale communiste, jusqu'à ce que celle-ci disparaisse. Et c'est pourquoi la montée révolutionnaire ininterrompue depuis la fin de la 2^e guerre mondiale a affaibli la bureaucratie, réanimé les masses soviétiques, engendré la « déstalinisation » qui se poursuivra jusqu'à la création d'une nouvelle Internationale Commu-

actuelle des travailleurs est un fait. Il faut en rechercher la cause exacte et ne pas se borner à des lamentations sur cette division et à une position sentimentale unitaire. A constater que l'origine de la division est dans la division, on a vite fait de tourner en rond.

Le mal n'est pas né de la scission vieille de plus de 35 ans entre socialistes et communistes; il provient de la dégénérescence des deux directions, principalement de celle du Parti Communiste Français. Le problème est donc d'éliminer ces directions, de rénover le mouvement ouvrier en restaurant la démocratie prolétarienne qui assure la participation des militants du rang à l'élaboration politique de leur parti, au choix des mots d'ordre et de la tactique ainsi que leur contrôle effectif des directions choisies librement au bulletin secret.

Le nouveau parti qui répond aux besoins de notre époque est un parti révolutionnaire comme l'était le Parti communiste à ses débuts. Ce parti qui renouera avec les enseignements de Lénine et de Trotsky surgira sur les ruines du stalinisme.

Le droit de tendance à l'intérieur du parti doit garantir la liberté d'expression et la confrontation démocratique des points de vue. La pluralité des partis ouvriers et socialistes est la garantie de la libre détermination de la classe ouvrière contre toute tentative d'étouffement bureaucratique.

L'APPORT DU TROTSKYSME AU NOUVEAU PARTI REVOLUTIONNAIRE

C'est dans ce sens que nous, Parti Communiste Internationaliste (Section française de la IV^e Internationale) travaillons depuis des années.

En luttant contre la direction Thorez, nous avons conscience d'aider au maintien de toutes les acquisitions du mouvement ouvrier, à la marche vers l'étape de demain: la constitution d'un parti marxiste révolutionnaire de masse en France.

Dans cette lutte, les trotskystes apportent leur expérience historique unique, leur programme révolutionnaire que les événements internationaux confirment chaque jour davantage. L'expérience de plusieurs partis communistes (Hongrie,..) montre que l'effondrement des directions stalinienne ne détermine pas automatiquement la naissance d'une opposition pleinement consciente. Nous luttons au sein du mouvement ouvrier tel qu'il est pour faire triompher à l'épreuve des discussions et des luttes nos perspectives d'ensemble. *C'est dans ce sens que nous sommes certains d'effectuer la jonction de notre organisation avec tous les communistes, membres ou non du PCF, pour donner à la classe ouvrière son parti révolutionnaire.*

Notre mouvement est le seul qui soit organisé internationalement dans une trentaine de pays, le seul qui ait continué la tradition glorieuse de l'Internationale Communiste étranglée par Staline.

Il a le premier expliqué le stalinisme par l'existence de cette couche privilégiée, la bureaucratie; il a le premier formulé le programme de la lutte contre celle-ci et, il y a plus de vingt ans, a prédit l'inévitabilité de la révolution politique contre la bureaucratie et formulé les points essentiels de cette révolution. Il a la fierté de voir les ouvriers polonais et hongrois en lutte contre la bureaucratie formuler ces mêmes revendications:

Lutte contre l'inégalité sociale et l'oppression politique... Liberté des syndicats et des comités d'usine... Liberté de réunion et de presse... Renaissance de la démocratie syndicale... Légalisation de tous les partis soviétiques... Révision de la planification... Réorganisation des kolhoz...

LA VOIE DU FRONT UNIQUE

La direction stalinienne, par son attitude dans les événements de Hongrie, a compromis pour toute une période les possibilités de Front Unique.

Les travailleurs qui, en votant communiste, manifestent leur volonté d'une profonde transformation sociale, témoignent de leur méfiance envers la politique et la direction du P.C.F. en ne se mobilisant plus pour les mots d'ordre défendus par ce parti.

C'est seulement un vrai Parti Communiste, débarrassé de l'équipe stalinienne, revenu à Lénine, à la démocratie ouvrière, respectant celle-ci dans les syndicats et dans toutes les organisations ouvrières, qui pourra retrouver une audience

3^e Nous appelons les masses à ne compter que sur leur force révolutionnaire.

4^e Nous relient le problème de l'expropriation à la question du pouvoir ouvrier et paysan.

..... Seule la monnaie révolutionnaire générale du prolétariat peut mettre l'expropriation générale de la bourgeoisie à l'ordre du jour. L'objet des revendications transitoires est de préparer le prolétariat à la résolution de cette tâche.

L'expropriation des Banques privées et l'étatisation du système de crédit

..... Afin de réaliser un système unique d'investissement et de crédit selon un plan rationnel qui correspond aux intérêts de toute la nation il faut unifier toutes les banques dans une institution nationale unique. Seule l'expropriation des banques privées et la concentration de tout le système de crédit dans les mains de l'Etat donneront à celui-ci les moyens nécessaires, réels, c'est-à-dire matériels, et non pas seulement fictifs et bureaucratiques, pour la planification économique.

Les piquets de grève, les détachements de combat, la milice ouvrière, l'armement du prolétariat

..... L'exacerbation de la lutte du prolétariat signifie l'exacerbation des méthodes de résistance de la part du capital... A l'occasion de chaque grève et de chaque manifestation de rue, il faut propager l'idée de la nécessité de la création de détachements ouvriers d'auto-défense... Il faut lancer le mot d'ordre de la milice ouvrière comme seule garantie sérieuse de l'inviolabilité des organisations des réunions et de la presse ouvrière... L'armement du prolétariat est un élément constituant indispensable de sa lutte émancipatrice...

L'alliance des ouvriers et des paysans

Le programme de Nationalisation de la terre et de la collectivisation de l'agriculture doit être construit de façon à exclure radicalement l'idée de l'expropriation des petits paysans ou de leur collectivisation forcée.

La lutte contre l'impérialisme et contre la guerre

..... Confiscation des bénéfices de guerre et expropriation des entreprises travaillant pour la guerre.

.... Pas un homme, pas un sou pour le gouvernement bourgeois!

Pas de programmes d'armements mais un programme de travaux d'utilité publique!

Indépendance complète des organisations ouvrières du contrôle militaire et policier!

— Abolition complète de la diplomatie secrète; tous les traités et accords doivent être accessibles à chaque ouvrier et paysan.

— Substitution à l'armée permanente, c'est-à-dire de caserne, d'une milice populaire en liaison indissoluble avec les usines, les mines, les fermes, etc...

Le Gouvernement ouvrier et paysan

De tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et les paysans et parlent en leur nom, nous demandons qu'ils rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent dans la voie de la lutte pour le pouvoir des ouvriers et des paysans.

LES DIRECTIONS OUVRIERES ONT SAUVE LE CAPITALISME

A chaque fois que le capitalisme était au point le plus bas, où il était possible de lui donner le coup de grâce, les directions ouvrières sont intervenues pour le remettre sur ses jambes.

En 1936, il fallut arrêter la grève et faire la pause.

En 1944-45, il fallut produire d'abord, ne pas revendiquer, rendre les armes, dissoudre les Comités.

Depuis 1935, direction socialiste et direction communiste, tantôt unies, tantôt opposées, n'ont cependant eu qu'une seule et même préoccupation: trouver des combinaisons avec des formations bourgeoises pour telle ou telle politique réformiste et tel ou tel objectif diplomatique (alliance avec Daladier et les radicaux en 1936; collaboration gouvernementale avec de Gaulle, Bidault en 1944-47; tentative d'union des « bons Français » en 1953-54). A aucun moment, elles n'ont songé à s'entendre pour dire aux ouvriers: Allons-y, nous avons la force de renverser le régime capitaliste, nous allons grâce à votre intervention, à votre force, prendre les mesures simples, résolues, qui vont permettre d'aller de l'avant sur la voie du socialisme. *Exproprions les trusts, organisons le contrôle et la gestion de l'économie par les ouvriers; désarmons les forces de la police et de l'armée capitaliste; armons les travailleurs, arrêtons les guerres coloniales; accordons l'indépendance aux peuples coloniaux; annulons les alliances et pactes militaires...*

Elles ne se sont jamais exprimées ainsi. Pis encore, elles ont dénoncé les minorités qui proposaient un tel programme comme des provocateurs. C'est l'honneur de notre organisation d'avoir été la plus calomniée, la plus pourchassée, non seulement par la réaction bourgeoise, mais aussi par ces directions ouvrières dont nous trahissions et dénoncions la politique de collaboration de classe, la politique de trahison des intérêts des masses laborieuses.

LA DEGENERESCENCE DES DIRECTIONS OUVRIERES

Pourquoi ces directions ouvrières agissent-elles ainsi et comment trouver une issue à cette situation?

La direction du Parti socialiste est définitivement passée au service du capitalisme français depuis 1914. Elle continue à employer de façon rituelle des propos socialistes, mais s'est désormais installée dans la société capitaliste; sa seule ambition est d'occuper le maximum de postes dans cette société et surtout dans son appareil d'Etat. De temps à autre, dans ce parti s'élèvent des oppositions scandalisées par une telle politique, effrayées par ses conséquences électorales désastreuses, mais ces oppositions ne vont jamais bien loin.

Le Parti Communiste avait été fondé en 1920 sous l'impulsion de la Révolution d'Octobre, précisément pour créer un véritable parti révolutionnaire. Après des années de lutte, il est parvenu à conquérir la majorité des travailleurs de France. Mais au lieu d'utiliser son influence pour exploiter les nombreuses situations révolutionnaires qui se sont présentées, au lieu d'engager la lutte pour le pouvoir ouvrier, la direction du Parti Communiste Français à chaque fois a freiné le mouvement ouvrier et l'a orienté vers des objectifs réformistes en collaboration avec la bourgeoisie.

La conduite de la direction du PCF s'explique par un terme aujourd'hui célèbre: LE STALINISME.

Cette direction, comme celle de tous les Partis communistes, était tombée sous la coupe complète de la caste bureaucratique du Kremlin. L'avènement au pouvoir de Staline marqua de profonds changements dans l'Etat soviétique. Au lendemain de la révolution et de la guerre civile, la classe ouvrière soviétique, extrêmement affaiblie, put défendre seulement les conquêtes essentielles de la révolution — la propriété collective et la planification. Mais dans ce pays techniquement et culturellement arriéré, isolé dans un monde capitaliste agressif, elle fut expropriée de la gestion et du contrôle de l'Etat et de l'économie par une bureaucratie. Staline en fut la plus haute incarnation; en son nom il régna au moyen d'une dictature policière atroce, s'exerçant impitoyablement contre l'avant-garde révolutionnaire qui se dressait face à ces thermidoriens de la révolution prolétarienne.

La dégénérescence de l'Etat soviétique entraîna celle des directions des Partis communistes. Ainsi s'explique tout le passé de la direction Thorez, son alignement continu sur les positions du Kremlin, son approbation de tous les crimes de Staline, ses calomnies contre quiconque s'opposait à celui-ci (en 1948 la Yougoslavie fut traitée d'Etat fasciste). Ainsi s'explique sa politique en vue d'obtenir d'une aile de la bourgeoisie des accords avec la diplomatie du Kremlin, aux dépens des intérêts des masses travailleuses en France, aux dépens des pays colonisés par l'impérialisme français.

Quand Staline signa un pacte avec de Gaulle, les ministres communistes participèrent en mai 1945 à la fusillade des Algériens soulevés dans le Constantinois. Quand Mollet fit le voyage à Moscou, les députés communistes votèrent les pouvoirs spéciaux pour assurer la « pacification » de l'Algérie.

Ce qui caractérise la direction Thorez, c'est avant tout son alignement automatique sur la politique du Kremlin.

Avant la guerre elle hurla à la mort des compagnons de Lénine, de révolutionnaires irréprochables comme Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Boukharine et de milliers d'autres combattants de la guerre civile, assassinés par Staline. Après avoir calomnié sans vergogne les communistes yougoslaves; après avoir combattu les communistes polonais qui, avec Gomulka, ont libéré leur parti et leur pays de la mainmise de la bureaucratie moscovite; ils ont approuvé l'intervention des troupes soviétiques contre les ouvriers et les intellectuels hongrois révoltés contre le régime de misère et de haute police des Rakosi-Gerac.

Il s'est trouvé des dirigeants staliniens pour prétendre que des fascistes auraient été capables de soulever dans deux insurrections armées et dans quatre

grèves générales en six semaines tout un peuple, et notamment les plus grandes usines du pays, contre les chars de la plus forte armée du monde.

Il s'est trouvé des dirigeants staliniens pour prétendre que le Conseil élu à Csepel — le Renault hongrois — était un organisme fasciste! Un seul exemple suffit à montrer l'ampleur de cette calomnie: après son arrivée au pouvoir en Allemagne, Hitler organisa plusieurs plébiscites, mais jamais il n'osa faire des élections de délégués dans les usines.

Seuls des staliniens corrompus jusqu'à la moelle ont pu calomnier les conseils élus des travailleurs que Kadar a osé dissoudre parce qu' « ils s'occupaient de politique »!

UNE CURE DE DEMOCRATIE OUVRIERE

Mais dans le monde entier les masses travailleuses sont en marche. Ni la bourgeoisie ni la bureaucratie ne pourront les arrêter. La révolution coloniale monte sans cesse dans tous les pays qui furent soumis au joug impérialiste. La révolution antibureaucratique monte dans tous les Etats ouvriers qui furent soumis à la dictature stalinienne.

Dans les pays capitalistes, la classe ouvrière se radicalise également. Déjà en Angleterre, les travailleurs ont porté des coups à la direction droitière du Labour Party.

Ici en France, la toute puissance des directions bureaucratiques et antidémocratiques approche de sa fin.

Dans le Parti Communiste, grandissent chaque jour des oppositions dressées contre le stalinisme forcené de la direction Thorez et sa politique opportuniste.

Dans le Parti Socialiste commencent également à se manifester des oppositions bien que très timides et très faibles.

Dans cette situation encore pleine de confusion, diverses formules, diverses organisations s'offrent à ceux qui cherchent une issue. Nous sommes entrés inevitably dans une période de recherche, de discussions, de controverses.

Il faut mettre définitivement un terme à la période où la décision était l'apanage de directions se sélectionnant elles-mêmes par cooptation, imposant par l'intermédiaire d'un appareil servile leur politique aux militants de base qui n'avaient qu'à approuver et applaudir les variations et palinodies des chefs « bien aimés ».

Le mouvement ouvrier a plus que jamais besoin d'une cure de démocratie, dans laquelle les points de vue s'affronteront franchement, sans calomnies, sans violences. Les travailleurs ne trouveront eux-mêmes leur voie qu'au travers de conflits d'idées et d'expériences.

VERS UN NOUVEAU PARTI REVOLUTIONNAIRE

Il faut avant tout éviter d'escamoter les problèmes au moyen de formules faciles qui ne pourront rien résoudre. Ainsi, nous entendons de diverses parts la suggestion de remplacer les deux grands partis ouvriers actuels par un parti unique, un parti unifié qui ne serait ni le P.C. ni le P.S. mais se placerait à mi-chemin entre les deux.

La classe ouvrière a certes besoin d'être unie dans la lutte contre le capitalisme. Mais cette unification passe-t-elle par le « parti unique »? Dans ce domaine, il n'est pas possible de se guider par des souhaits, mais par ce que nous montre la réalité.

La scission est antérieure à Guy Mollet et Thorez, elle a des racines profondes dans l'histoire du mouvement ouvrier français et international. Un courant est resté attaché aux méthodes réformistes, parlementaires dans l'Etat bourgeois. Un autre courant s'est tourné vers les voies révolutionnaires, la Révolution Russe, le bolchevisme, l'Union Soviétique qu'il ne confond pas avec le stalinisme et n'identifie pas avec Thorez.

L'action unie de tous les travailleurs pour les revendications qui leur sont communes est une chose; un parti unique qui signifie un accord complet sur un programme, une doctrine, des méthodes d'organisation et des moyens de lutte est une autre chose.

Il serait nuisible d'entretenir la confusion dans un tel domaine. La division

ETATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE

(Suite de la première page)

d'une valeur de l'ordre de 10 milliards de dollars par an (contre 2 milliards seulement de dollars pour les Etats-Unis.) Ces chiffres mesurent clairement l'importance de la dépendance de l'Europe des réserves coloniales.

D'autre part, la crise récente de Suez avec ses effets actuels, littéralement catastrophiques pour l'industrie et la vie économique européenne en général, démontre clairement à quel point l'Europe dépend du pétrole du Moyen-Orient. Cette dernière région, ainsi que l'Afrique tout entière, est d'une importance vitale pour toutes les bourgeoisies européennes, aussi bien en tant que réservoir de matières premières indispensables, qu'en tant que débouchés pour leurs marchandises et capitaux.

Pour cette raison, la relance européenne est en même temps une relance « eurafricaine ». Le projet en cours du « marché commun » prévoit effectivement l'association « progressive » au « marché européen » du marché des « territoires d'Outre-Mer ».

Le projet de « l'Euratom » a lui aussi une signification économique. Il vise à permettre des investissements intereuropéens communs pour des recherches et des équipements atomiques difficilement réalisables, sinon impossibles, par les efforts séparés de chaque pays européen.

D'autre part, avons-nous dit déjà, l'intérêt aussi bien du marché commun que de l'Euratom, est d'ordre politique et même militaire. L'un et l'autre de ces projets ne sont considérés que comme « une étape vers la Fédération Européenne ».

Cette Fédération devient de plus en plus une nécessité pour des milieux dirigeants de la bourgeoisie européenne, en tant que seule possibilité pour faire face à la fois aux Etats-Unis et au « danger » soviétique. Les rapports bilatéraux de chacun des pays européens avec les Etats-Unis — vu l'extraordinaire décalage qui existe entre leur puissance économique et politique et celle des Etats-Unis — tourne rapidement à des rapports de stricte dépendance. Afin de « pouvoir parler » d'égal à égal à Washington, une partie importante des milieux dirigeants de la bourgeoisie européenne pense qu'il n'y a qu'un seul moyen : se fédérer économiquement et construire une puissance atomique européenne. Il s'agit d'autre part, en incorporant l'espace économique africain à celui de l'Europe, d'écarter le danger d'une mainmise économique totale des Etats-Unis sur l'Afrique (et le Moyen-Orient).

Mais la bourgeoisie européenne n'est pas homogène, pas même sur le plan national. Elle est composée d'entités antagonistes aussi bien sur le plan national qu'international. Tout cela a été très clairement mis en évidence lors des discussions qui ont eu lieu pour les projets de « marché commun » et de « l'Euratom ». Les antagonismes principaux sur le plan national sont ceux qui séparent la France, l'Allemagne et l'Angleterre.

Prenons tout d'abord le cas de cette dernière. Formellement, l'Angleterre ne fera pas partie, pour le moment, ni du marché commun ni de l'Euratom. Mais une fraction grandissante de la bourgeoisie anglaise est maintenant acquise à l'idée d'une forme d'association avec ces projets de la bourgeoisie continentale. Cette fraction craint son isolement d'une « Europe fédérée » qui pourrait aussi bien concurrencer les produits britanniques que surclasser l'Angleterre en puissance atomique. D'autre part, en cas d'association, l'Angleterre pourrait espérer trouver des débouchés nouveaux, tant pour ses produits industriels que pour les produits de son Commonwealth. Mais la question la plus difficile est précisément d'opérer une articulation harmonieuse (lire : sauvegardant les intérêts de l'Angleterre) du Commonwealth avec le marché commun.

C'est là le plus grand obstacle ressenti également par la France. Les hésitations d'une partie de la bourgeoisie française à s'engager dans les projets de « Marché Commun » et de « l'Euratom » que Mendès-France et d'autres députés ont très clairement indiqués lors de la discussion de l'Assemblée nationale, sont motivées par l'infériorité de l'industrie, de l'agriculture, du commerce extérieur et des finances publiques français, plus particulièrement devant l'Allemagne (1). L'autre difficulté provient du cas des « territoires d'Outre-Mer. »

La réalisation du marché commun aussi bien que de l'Euratom signifiera naturellement l'intensification de la concurrence tant sur le plan des produits industriels et agricoles que des capitaux. Le pays le plus puissamment industrialisé, disposant des plus bas prix, le mieux favorisé du point de vue balance commerciale, et le mieux épaulé par la situation financière de son Etat, a les plus grandes chances de dominer le marché commun et de contrôler l'Euratom. Dans les conditions présentes ce pays est indiscutablement, et de loin, l'Allemagne.

La Hollande d'autre part, ainsi que les Etats-Unis (en cas de non-discrimination commerciale à leur égard par le marché commun), ont toutes chances de dominer le marché sur le plan des produits agricoles. D'où les réticences d'une partie de la bourgeoisie française qui voulait qu'auparavant la France atteigne une productivité industrielle et agricole capable d'affronter, sans risques majeurs, la concurrence de ses partenaires dans la « Fédération ». C'est pour cette raison que l'intégration dans le « marché commun » n'est prévue en réalité que par « étapes » s'échelonnant sur 12 ou 15 années à partir de 1958 (Si le traité est ratifié en 1957).

D'autres difficultés avaient surgi en ce qui concerne l'Euratom mettant en

lumière les divergences d'intérêts entre la France et l'Allemagne. Les Français avaient conçu au début l'Euratom comme un Exécutif pour financer et gérer le développement atomique européen, quelque chose dans le genre de l'Autorité britannique pour l'Energie Atomique. Mais les Allemands ont réussi à laisser pratiquement le développement atomique de chaque pays européen en des mains nationales (et même les mains des entreprises privées) et à limiter les attributions essentielles de l'Euratom au financement des recherches collectives, à la distribution des matériaux fissiles et à l'inspection de leur usage.

Quant à l'association des « territoires d'Outre-Mer » au « marché commun », si le principe en est acquis, les difficultés subsistent. La bourgeoisie française est tiraillée entre la tentation de maintenir son contrôle exclusif sur ces territoires et l'impossibilité d'assurer seule leur développement économique. Or, sans ce dernier elle n'a aucune chance de maintenir sur ces territoires, à défaut d'un contrôle politique, au moins une influence économique prépondérante. Des solutions politiques à l'exemple de la Tunisie ou du Maroc risqueraient de tourner en abandon pur et simple de tous ces territoires, obligés de chercher ailleurs l'aide économique indispensable à leur développement.

Quelques chiffres-clés illustrent bien le dilemme devant lequel est actuellement placée la France : ses dépenses productives pour les territoires d'Outre-Mer s'élèvent à présent à quelque 200 milliards de francs par an. Mais on évalue d'autre part que pour la seule Algérie, il faudrait dépenser, d'ici 1956, 1.800 milliards de francs en investissements publics et 2.000 milliards de francs en investissements privés simplement pour élever le niveau de vie du peuple algérien — actuellement si bas — un peu plus rapidement que le niveau de vie moyen de la Métropole ! « Les champions de la « France seule » ont-ils osé faire l'addition des charges africaines pour les 20 ans à venir ? », demande non sans ironie le journaliste Pierre Drouin dans l'enquête sur le marché commun publiée récemment par Le Monde.

Dans ces conditions, l'apport des capitaux étrangers est évidemment absolument nécessaire. D'où l'insistance de la France, lors des discussions sur le marché commun, à ce que la contribution annuelle de l'Allemagne au développement des territoires d'Outre-Mer s'élève progressivement au niveau de celle de la France. Mais les Allemands n'ont aucun intérêt à financer des dépenses d'infrastructure (routes, ports, chemins de fer, mines, etc...) non rentables et dans des conditions politiques hasardeuses, c'est-à-dire aussi longtemps que ces territoires maintenus sous statut colonial ne s'associent pas librement à l'Europe.

L'intégration économique de l'Europe capitaliste se heurte ainsi à de puissants obstacles qui tiennent à la structure antagoniste même du capitalisme. Celle de l'Europe et de l'Afrique, encore davantage. Mais d'autre part, une certaine intégration économique des pays capitalistes européens est désormais inévitable car elle est inscrite, comme nous l'avons indiqué, dans les tendances et les réalités économiques et commerciales actuelles.

Une telle intégration provoquerait incontestablement un plus grand développement des forces productives et obligerait à la rénovation et à la modernisation des structures économiques périmées de certains pays et régions de l'Europe. Elle imposerait sur le plan économique une nivellement par en haut, la France par exemple ou l'Italie s'efforçant de rattraper les structures plus développées de l'industrie allemande ou de l'agriculture hollandaise.

Le prolétariat révolutionnaire n'a aucun intérêt à se cabrer dans la défense des patries économiques, d'une économie autarcique ou artificiellement protégée par les tarifs douaniers, etc... Il est au contraire un partisan actif du progrès économique qu'il s'efforcera de soumettre à son contrôle politique. La propagande stalinienne qui se contente d'agiter les dangers politiques et militaires de la Fédération européenne, pour rester le champion de l'« indépendance nationale », y compris dans le domaine des structures économiques surannées, ne défend là, naturellement, que le point de vue du Kremlin. C'est-à-dire un point de vue fondamentalement influencé par l'idée que la lutte contre l'impérialisme doit être envisagée comme la lutte entre Etats : Etats ouvriers contre Etats capitalistes et non pas avant tout au moyen de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat. Face à l'URSS et aux autres Etats ouvriers il est préférable, pensent les stalinien, d'avoir des Etats capitalistes séparés et aussi retardataires et antagonistes que possible. Malheureusement cette vue est à la fois théoriquement erronée et pratiquement impossible. Il faut partir des tendances économiques objectives et des réalités politiques de l'impérialisme. Le mouvement vers l'intégration économique est inscrit dans les tendances économiques objectives. La Fédération politique de l'Europe est d'autre part sentie comme une nécessité par des milieux dirigeants importants de la bourgeoisie européenne. Vouloir réagir contre ces deux processus (qui sont en interaction) en prenant simplement la défense du statu quo national, surchargé de structures économiques périmées et d'entraves économiques réactionnaires de toutes sortes, c'est se cantonner à la fois dans une position irréaliste et historiquement rétrograde.

Contre le danger d'un nivellement des conquêtes sociales du prolétariat par en bas, en cas d'intégration, il faut opposer la lutte commune de toutes les organisations syndicales et politiques du prolétariat européen pour la généralisation du niveau le plus haut déjà atteint, et pour son amélioration.

Contre les dangers d'un contrôle politique de l'Europe unie par les impérialistes anti-soviétiques, il faut ouvrir devant le prolétariat européen la perspective grandiose de la lutte pour le gouvernement ouvrier des partis ouvriers dans chaque pays et pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe.

Ce n'est que grâce à une telle attitude qu'une lutte réelle du prolétariat européen est possible, contre les aspects réactionnaires des plans européens de la bourgeoisie, lutte qui débouche par ailleurs sur de véritables perspectives révolutionnaires progressives.

(1) La soi-disant supériorité des salaires et des avantages sociaux des ouvriers français par rapport à ceux des ouvriers allemands ou hollandais, est en réalité actuellement minime et en tout cas en voie de disparition. Dans certains domaines, comme par exemple celui si capital du logement, les ouvriers allemands et hollandais sont déjà considérablement plus avantagés. La vraie infériorité de la France par rapport à l'Allemagne ou la Hollande provient de sa productivité plus basse en matière d'industrie et d'agriculture.

" LA VERITÉ DES TRAVAILLEURS " DÉFÉRÉE DEVANT LA JUSTICE MILITAIRE

Comme nous l'avions déjà signalé dans un numéro précédent, le tribunal correctionnel de la Seine s'est déclaré incompétent dans les poursuites intentées contre nos camarades Privas et Pierre Frank pour des articles parus dans « la Vérité des Travailleurs » et a passé la main au tribunal militaire. La même décision a été prise pour les membres du groupe Lambert.

Ce jugement d'incompétence — dont il a été fait appel — repose sur des considérants généraux relatifs à la campagne que nous menons contre la guerre d'Algérie, et non sur des griefs précis, nettement délimités. Ce qui veut dire que la justice militaire revendique et a obtenu de poursuivre toute campagne de presse qui met en cause la politique gouvernementale contre la révolution algérienne. Certes, le jugement ne s'exprime pas d'une façon aussi générale, et il n'est pas exclu que le tribunal correctionnel ait à connaître d'autres poursuites. Mais un précédent a été créé — et il est à présumer que c'est très intentionnellement que nous avons été choisis à cet effet.

Car l'opération avait été déjà tentée autrefois contre des rédacteurs de « France-Observateur » lors de la guerre d'Indochine, mais elle avait échoué parce que les poursuites avaient été liées à l'affaire des fuites et, dans ce cas, la ficelle était grosse comme un câble.

Selon le gouvernement, il n'y a pas de guerre en Algérie, pas même une opération coloniale, mais une opération de police ayant pour but la « pacification ». Mais qu'une campagne de presse, c'est-à-dire l'usage le plus strict d'un droit démocratique élémentaire, dénonce le mensonge des prétentions gouvernementales et expose le caractère contre-révolutionnaire de l'opération qu'il mène contre le peuple algérien, et aussitôt le pouvoir fait plus qu'abandonner le masque dont il recouvrait sa politique, il veut livrer au tribunal militaire ceux qui combattent publiquement sa politique. Au tribunal militaire, comme si nous avions ici l'état de siège ou l'état de guerre (et encore, en temps de guerre, les délits de presse ne relèvent pas du tribunal militaire).

Nous verrons si la Cour d'appel entérinera le jugement du tribunal correctionnel; mais il ne s'agit pas en premier lieu d'une question de droit et de compétence judiciaire, il s'agit d'une menace contre l'élémentaire droit de presse, actuellement correctionnalisés contrairement aux anciennes traditions républicaines qui demandaient le jury pour toute poursuite contre la presse, afin de faire contre-poids à l'influence gouvernementale en la matière. Contre une telle menace il importe d'alerter l'opinion publique. Tous ceux qui ont vu comment « pensait » le colonel qui présida dans le procès des fuites s'élèveront contre le renvoi devant le tribunal militaire du procès contre « la Vérité des Travailleurs ».

Garaudy contre Togliatti

Les disciples de Staline qui continuent à diriger les Partis communistes se heurtent à des difficultés de plus en plus nombreuses et les vieilles méthodes strictement stalinienne ne leur permettent plus de les surmonter. A la place du commandement pur et simple, il faut argumenter ou du moins tenter de le faire. En outre, il n'y a plus d'autorité suprême pour trancher les différends. D'où certains conflits qui surgissent; mais, comme nous nous trouvons entre héritiers du grand-maître de la sophistication et du forma-

nir longuement sur ce point; car, s'il est vrai que Togliatti développe une conception et pratique une politique dans le cadre de la Constitution de l'Italie qui est une constitution bourgeoise, la critique qu'en fait Garaudy n'est pas correcte. Il est incapable de concevoir la nécessité d'un programme de transition pour mobiliser les masses contre l'Etat capitaliste, et il défend la politique non moins réformiste de la direction Thorez en 1936 et à la Libération, politique dans laquelle le prolétariat renonça à ses objectifs fondamentaux de classe pour obtenir quelques réformes en échange d'un appui à une aile de la bourgeoisie.

L'autre point soulevé par Garaudy porte en fait sur la nature de classe des partis social-démocrates et, par suite, sur la question de la pluralité des partis ouvriers. Togliatti, sans théoriser la question, s'est en fait prononcé pour cette pluralité; il n'y a pas là un mérite théorique de Togliatti, mais une situation de fait devant laquelle il doit s'incliner, à savoir l'existence du parti dirigé par Nenni, qu'il ne peut négliger et avec lequel il ne veut pas rompre. Garaudy se montre stalinien 100 % et même davantage sur ce point: une seule classe, un seul parti. Son argumentation sur cette question est basée sur des syllogismes: admettre la pluralité des partis ouvriers, c'est admettre la pluralité des voies vers le socialisme, c'est admettre la voie réformiste sur le même plan que la voie révolutionnaire... Garaudy, en bureaucrate stalinien indéfectible, tourne le dos à la réalité: il y a des ouvriers réformistes, il y a des partis réformistes, le développement politique de la classe ouvrière prend des formes variables. Lui ne connaît qu'une seule chose: l'Eglise stalinienne, avec sa hiérarchie, son appareil, qui seule pense et parle au nom de la classe ouvrière.

LA VERITE DES TRAVAILLEURS

PERMANENCE

64, rue de Richelieu
PARIS (2^e)

RIC. 03-52 et la suite
Métro: Bourse

Semaine, de 17 h. à 19 h.
le samedi, tout l'après-midi

lisme introduits dans le marxisme, il n'est pas aisé de discerner les causes exactes de discussions qui ont d'autres objectifs que la clarification de la pensée.

Il en est ainsi pour la querelle qui vient de s'ouvrir publiquement entre Garaudy et Togliatti. Le premier a ouvert le feu en publiant un article à propos de « la voie italienne vers le socialisme » dans les Cahiers du Communisme (janvier 1957), lequel a suscité une réponse dans Rinascita, organe dirigé par Togliatti.

Peut-être pourra-t-on discerner un de ces jours les causes de l'attaque de Garaudy. Est-ce parce qu'un certain nombre d'opposants de la direction Thorez a opposé la politique plus souple de Togliatti envers les intellectuels? Est-ce plutôt parce qu'il y a une lutte internationale entre dirigeants des Partis communistes pour des raisons que ceux-ci ne peuvent exprimer ouvertement? Il est notamment question de divergences dans les très hauts sommets sur une proposition de la part des Soviétiques de reformer une sorte de Bureau d'Information. Mais les membres des partis n'en sont pas informés et n'ont pas à en discuter.

Quoiqu'il en soit, la discussion elle-même présente un intérêt. Elle porte sur deux questions principales. Garaudy reproche à la direction Togliatti d'adopter comme voie « italienne » au socialisme une voie réformiste. Nous nous proposons de reve-

Enquête sur la démocratie intérieure du P. C. britannique

(De notre correspondant à Londres)

Nous avons mentionné dans notre précédent numéro l'état de fragmentation du PC britannique, par suite des effets de la « déstalinisation ».

Pour essayer de remédier à la situation, la direction avait désigné une commission chargée d'enquêter sur la démocratie intérieure dans le parti. La commission a abouti à une division: il y a eu un rapport de la majorité et un autre rapport de la minorité, composée de trois membres: un instituteur Peter Cadogan, un professeur d'histoire d'Oxford Christopher Hill, et un journaliste qui a démissionné du Daily Worker Malcolm MacEwen.

Le rapport minoritaire déclare que la majorité de la commission n'a pas rempli la tâche qui lui était confiée, qu'elle était « trop chargée de permanents du parti et de membres de la direction », qu'elle n'a fait aucun effort pour étudier la réalité, qu'elle n'a entendu aucun témoin, qu'elle s'est refusée à étudier un cas spécifique, comme l'affaire yougoslave, pour y trouver « exactement comment fonctionnerait la démocratie intérieure et quel contrôle était exercé du centre et par qui ».

La minorité déclare que « la discipline de fer... voisine d'une discipline militaire » qui convenait du temps de Lénine aux conditions révolutionnaires de l'Union Soviétique ne causerait en Angleterre que « hostilité, désunion et indiscipline ». Il va de soi que sur ce point la minorité ne sait pas exactement ce que fut la démocratie et la discipline dans le parti sous la direction de Lénine.

Déclarant que l'unité qui s'était manifestée dans le passé consistait dans l'acceptation sans critique de ce qui venait d'en haut, la minorité déclare que « le parti doit trouver une voie nouvelle pour assurer l'unité dans l'action ». Et la minorité va plus loin, tout en restant dans le cadre des méthodes:

« Une des raisons pour laquelle les communistes passent pour être malhonnêtes, c'est qu'ils apparaissent parfois défendre une « ligne » en laquelle ils ne croient sincèrement pas. Et c'est ce qu'approuve effectivement la majorité de la commission qui ne voit pas le coup sérieux que ceci porte à l'honnêteté et à la réputation des communistes et du Parti communiste, notamment quand la « ligne » change du jour au lendemain et que les membres du parti doivent défendre le contraire de ce qu'ils disaient la veille... »

« L'insistance de la majorité que le « devoir » de tous les membres est de lutter pour des décisions qu'ils ne peuvent en conscience défendre — ce qui oblige les membres à professer malhonnêtement des principes ou des politiques avec lesquels ils ont des désaccords sérieux — doit inévitablement amener aux résultats même contre lesquels (la majorité) met en garde... »

« La vérité est une arme dans nos mains, mais la vérité ne peut être disséquée en parties qui servent notre cause et qui sont par conséquent publiables, et en parties qui sont nuisibles, et qu'il faut donc supprimer ». La minorité signale que les communistes britanniques étaient obligés à cause de cela de lire une autre presse que celle du parti pour suivre les événements qui se sont produits en URSS et en Europe orientale.

Voici les conclusions de la minorité:

« A moins que le PC britannique ne devienne totalement indépendant, soit complètement démocratique dans sa vie intérieure, et défende un socialisme démocratique, il sera incapable d'exercer une influence politique sur le mouvement ouvrier britannique... »

« De l'avis de la minorité, l'avenir du parti ne peut être assuré que s'il y a un changement décisif dans la politique du parti et que si les dirigeants du parti qui s'accrochent à des politiques et des méthodes surannées et discréditées héritées du passé changent d'opinions ou soient écartés. »

La direction du PC britannique ne donne aucune publicité à ce point de vue minoritaire et le publie sous une forme plutôt confidentielle; mais c'est ce rapport minoritaire qui exprime vraiment l'opinion des membres du parti en opposition à un appareil et une direction de plus en plus impuissants.

W. CARPER.

« La Vérité des Travailleurs » paraît le 2^e et 4^e samedi du mois. Prochain numéro le 23 février.

ABONNEZ-VOUS

à « La Vérité des Travailleurs »
bi-mensuelle

— 6 mois: 12 numéros .. 300 fr.

— 1 an: 24 numéros 600 fr.

— Sous pli fermé, respectivement 600 et 1.200 fr.

Réglez par mandat:

C.C.P. 6965-68 Paris

64, rue de Richelieu, Paris-2^e.

Les élections polonaises n'ont pas apporté de surprises. Etant donnée l'unanimité de tous ses « conseillers » proches ou lointains, le peuple polonais a plébiscité, dans son écrasante majorité, Vladislav Gomulka et la liste du Front National Uni. Répondant à l'appel de Gomulka, les électeurs n'ont presque pas utilisé le droit de rayer des candidats sur la liste présentée par ce Front. De ce fait, sauf dans deux ou trois circonscriptions, une minorité de quelques centaines d'électeurs « indépendants » a pu déterminer l'ordre d'arrivée des candidats de tête.

Tout cela ne présente guère de gravité, de même que n'étaient pas graves les quelques incidents pendant la campagne électorale, exagérément gonflés par la presse occidentale et par la presse stalinienne. La *Pravda* elle-même s'est couverte de ridicule en annonçant, le jour des élections, « de graves incidents en Pologne ». En fait, depuis des années, le pays n'avait plus été aussi calme que ce jour-là.

Evidemment, le mythe de « l'aggravation de la lutte de classe », bien que formellement abjuré par Mikoyan et Khrouchtchev au 20^e Congrès du PC soviétique, continue à inspirer la plupart des critiques staliniennes envers la Pologne de Gomulka, et notamment la pression que la délégation du PCF exerce actuellement à Varsovie pour faire rentrer dans l'ornière le nouveau premier secrétaire du parti polonais.

Dire que ce mythe correspond à la réalité polonaise d'aujourd'hui, ou qu'il fait l'objet de controverses passionnées chez les communistes ou travailleurs polonais, ce serait une légère exagération. Mais la même chose n'est malheureusement pas vraie pour la *pression stalinienne* qui s'exerce sur l'équipe de Gomulka. Elle ne manque pas d'efficacité, comme le démontre la prise de position récente du premier secrétaire en faveur du gouvernement Kadar, déclaration qui s'est heurtée à la réprobation quasi unanime de la classe ouvrière.

La pression stalinienne, tantôt subtile, tantôt brutale, s'exerce par deux canaux: celui de la bureaucratie soviétique et celui de la bureaucratie polonaise.

La bureaucratie soviétique continue à « tenir » la Pologne par des liens d'interdépendance

économique et commerciale, de laquelle les quelques crédits obtenus auprès des impérialismes occidentaux ne peuvent guère émanciper la Pologne. Elle joint à cette pression des avertissements périodiques au sujet du « danger » que représenterait pour la Pologne la « rupture de la solidarité du camp socialiste ». Chou En-Lai et Fajon ont, chacun à sa façon, chanté cette

presse stalinienne tchèque ces derniers jours.

Devant cette pression croissante de la part des forces « conservatrices » (c'est ainsi que la gauche communiste polonaise appelle à juste titre les staliniens!), Gomulka et les forces centristes qui dirigent actuellement le Parti seront de plus en plus placés devant un choix analogue à celui d'octobre 1956. Ou bien s'appuyer résolue-

APRÈS LES ÉLECTIONS POLONAISES

Dans l'attente des grandes décisions

même chanson à Varsovie. Des traités ont minutieusement réglé les mouvements de troupes soviétiques en Pologne, mais celles-ci continuent néanmoins à stationner sur le sol polonais...

La clique d'Ulbricht qui, en Allemagne orientale, est un instrument particulièrement servile du Kremlin, a par ailleurs insinué que la frontière occidentale polonaise ne serait pas toujours « sacrée » en tant que « frontière de la paix » si la Pologne ne s'avérait pas un « membre discipliné du camp socialiste ». Le gouvernement de l'Allemagne orientale a réintroduit l'obligation pour les citoyens polonais de demander un visa de transit pour traverser le pays et a exigé de ces citoyens de remplir un formulaire indiquant les personnes qu'ils visiteraient lorsqu'ils demandent un visa d'entrée en Pologne. Cette mesure vexatoire a provoqué une réponse très brusque de Varsovie.

La bureaucratie polonaise, l'« appareil » de l'État, de l'économie et du parti, exerce une pression plus ouverte, parce qu'il y va de son existence. Au cours de la campagne électorale, elle n'a pas hésité à se joindre directement à la réaction petite-bourgeoise (cléricale, paysanne, chauvine) pour combattre certains candidats communistes particulièrement visés comme représentants du courant antistalinien. Des journaux polonais n'ont pas manqué de parler de cette collusion; le quotidien des Jeunesses, *Sztandar Młodych* l'a rappelé dans sa polémique avec la

ment sur les forces révolutionnaires du prolétariat et de la jeunesse intellectuelle, les mobiliser pour défendre, propulser et parachever la transformation de l'État ouvrier dégénéré en État ouvrier démocratique; ou bien capituler de plus en plus nettement devant la pression de la bureaucratie et de ce fait, s'isoler des forces révolutionnaires de la nation.

Il est impossible, pour le moment, de prévoir le moment où ce choix deviendra impératif et le sens dans lequel il sera fait. Vraisemblablement, le « centre » gomulkiste se scindera en plusieurs tronçons. L'immense popularité du premier secrétaire crée les bases d'un danger bonapartiste, d'ailleurs clairement aperçu par la gauche du parti. Pour être juste il faut cependant y ajouter que Gomulka est profondément « coupé » de la bureaucratie, non seulement par son rôle dans la révolution d'octobre qui a détruit sa toute-puissance, mais encore par son mode de vie. Il n'accepte que le salaire d'un ouvrier qualifié, a refusé tout privilège en matière de logement, se rend au travail à pied et dans le tram et exerce, semble-t-il, une pression pour généraliser des mœurs spartiates dans toute l'administration du parti.

Dans le mois précédent les élections, l'avant-garde ouvrière et les éléments les plus progressifs de la jeunesse révolutionnaire avaient été bouleversés par plusieurs processus qui semblaient indiquer un abandon progressif de l'acquis de la révolution d'octobre 1956: aggravation de la censure; détérioration de la situation économique et du ravitaillement (ce qui produit une brusque chute d'activité politique dans la classe ouvrière); intervention de l'appareil dans les débats qui opposaient différentes tendances dans le mouvement des jeunes; difficultés croissantes pour soulever dans le parti certains thèmes « clé »: les causes profondes de la dégénérescence bureaucratique; les antécédents idéologiques du stalinisme; l'histoire du PC soviétique après la mort de Lénine; l'histoire de l'Internationale Communiste, etc.

Aux dernières nouvelles, il semble que le déroulement normal des élections, démentant les craintes de certains « paniquards » à la tête du parti, a amené immédiatement un nouveau « dégel ». La situation économique s'est améliorée. La production charbonnière et le rendement des mineurs ont considérablement augmenté, les concessions spectaculaires faites à la classe ouvrière de ce secteur s'avèrent très vite « rentables ». Le Congrès de l'Union de la Jeunesse Socialiste de Pologne (la nouvelle organisation unitaire de la jeunesse de gauche) s'annonce assez démocratique. Les discussions doctrinales et les polémiques avec la presse stalinienne internationale reprennent. Ainsi, de part et d'autre, les forces sociales et politiques se préparent pour les luttes décisives qui s'annoncent... Henri VALLIN.

Les métallos du Schleswig-Holstein poursuivent la bataille

Le 24 octobre, 30.000 métallurgistes du Schleswig-Holstein se sont mis en grève. Leur convention collective expirant le 1^{er} janvier 1956, le syndicat avait demandé l'ouverture de négociations en vue d'une nouvelle convention. Le patronat a fait traîner ces négociations jusqu'à la signature de l'accord de Brême (1^{er} octobre) ramenant la semaine de 48 heures à 45. Puis il cessa la discussion.

En ce qui concerne les salaires et les différents avantages, les métallos du Schleswig-Holstein sont plus défavorisés que ceux du reste de l'Allemagne. Mais les élections générales approchent, et le patronat craignait que s'il cédait ici, il risquait de provoquer un mouvement revendicatif général dans le reste de l'Allemagne. Il s'opposa donc aux conditions demandées par le syndicat, et celui-ci déclencha la grève. La Confédération des Syndicats allemands (D.G.B.) est une centrale unique, très puissante. Le Syndicat de la Métallurgie a 1.600.000 adhérents qui payent des cotisations élevées (une heure de salaire par semaine). Il était donc prêt à mener une longue bataille dans d'assez bonnes conditions. La grève fut décidée par 88 % des syndiqués. Au début janvier, le patronat proposa un compromis qui fut repoussé par 97,38 % des travailleurs, et quelques jours après, cinq nouvelles usines (4.000 ouvriers) se mettaient en grève.

Cette grève, la plus longue qu'ait connue l'Allemagne depuis des dizaines d'années, ne semble pas être proche de la fin. En effet, vers la fin janvier, le patronat fit de nouvelles concessions et arriva à un compromis avec le syndicat. Il

acceptait de payer, en cas de maladie, la différence entre le versement de la Sécurité Sociale et 90 % du salaire (les ouvriers demandaient la totalité du salaire). Il accordait 12 jours ouvrables de congé pour les travailleurs de plus de 18 ans et 24 jours pour ceux de moins de 18 ans. En cas de maladie de plus d'une semaine, il garantissait le paiement d'un tiers du gain des trois premiers jours, et pour une maladie de plus de deux semaines, le paiement des deux tiers. Enfin, il repoussait le paiement d'une prime quotidienne de congé (750 francs) par jour de vacances, et l'égalité de paiement en cas de maladie entre horaires et employés. Cet accord fut discuté et malgré les concessions assez grandes qu'il accordait, il souleva de nombreux désaccords. Enfin, le 30 janvier, il fut repoussé à une écrasante majorité. Ce refus des syndiqués de suivre leur direction dans un compromis pose de nouveaux problèmes aux syndicats allemands. Ils risquent de se trouver maintenant de plus en plus souvent devant une classe ouvrière d'une combativité et d'une force de plus en plus grande, et ils seront obligés de se maintenir à la tête du combat pour garder la confiance des travailleurs. Dans le Schleswig-Holstein, la Fédération des Métaux a accepté de continuer le combat. Après plus de trois de lutte, le patronat est dans une position difficile. S'il cède, non seulement la lutte risque de s'étendre avant les élections, mais le Parlement sera peut-être forcé de légaliser sur le plan général certains des avantages acquis par les métallurgistes. Les objectifs politiques de la bataille sont latents, et cette grève peut jouer un grand rôle dans la victoire électorale de la social-démocratie allemande.

NOTRE SERVICE D'ÉDITION

ET DE LIBRAIRIE VOUS CONSEILLE :

Vient de paraître aux Editions « Présence Africaine » :

Daniel Guérin: « Les Antilles décolonisées », Introduction par Aimé Césaire, « Les Antilles sortiront-elles de leur « ghetto insulaire »? — Prix du volume: 525 francs.

Envoyez vos commandes au S. E. L.

« LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS »

64, rue de Richelieu, Paris-2^e

C.C.P. 6965-68 PARIS

Relancer la campagne contre la guerre d'Algérie

Suite de la première page

La répression patronale, colonialiste et gouvernementale, s'acharne sur les grévistes. Ceux des travailleurs algériens, des agents de la Fonction publique qui ne sont pas licenciés, révoqués, emprisonnés, subissent des pénalités nombreuses : perte d'ancienneté, changement de catégorie, annulation des congés payés, etc. Les organisations syndicales, les travailleurs des entreprises se doivent d'organiser une riposte massive et efficace pour la défense de leurs frères algériens qui est aussi la défense du droit de grève. Jamais ce droit n'a été autant bafoué, sous prétexte qu'il s'agit d'une grève politique. Le 12 février 1934 a été aussi une grève politique qui a donné le coup d'arrêt au fascisme. L'utilisation de l'armée pour briser la grève est une grave précedent qui ne s'arrêtera pas forcément à l'Algérie. Le racisme a favorisé l'emploi des méthodes de terreur militaire inaugurées par le super-Noske Robert Lacoste. Mais ce n'est qu'un paravent. La bourgeoisie sera tentée d'employer demain en France les moyens expérimentés à Alger.

On ne peut s'empêcher d'être frappé par la disproportion des efforts accomplis par les masses algériennes qui combattent au péril de leur vie et de l'action insignifiante du mouvement ouvrier français qui dispose d'une force immense et de moyens puissants. Les raisons de l'impasse algérienne dont chacun est conscient, ne doivent pas être cherchées ailleurs. On assiste actuellement à des efforts divers pour relancer l'action contre la guerre d'Algérie. Il faut bien reconnaître que la chose ne paraît pas facile à réaliser dans l'immédiat, après l'expérience Mollet à laquelle le P.C.F. a puissamment contribué, après l'écrasement de la révolution hongroise.

Nombre de travailleurs, nombre de jeunes répondent aux invitations à l'action : pourquoi a-t-on laissé passer le moment favorable en mai-juin dernier ? Incontestablement, les circonstances actuelles sont nettement moins favorables qu'à l'époque du rappel des disponibles. Les travailleurs ne sont pas des automates que l'on peut freiner impunément dans les moments favorables pour les relancer au moment choisi par les bureaucrates des sommets.

Le désir des dirigeants du P.C.F. est de reprendre maintenant l'action contre la guerre d'Algérie. Ils sont eux-mêmes quelque peu effrayés semble-t-il par l'arrêt quasi total de cette action au cours des mois écoulés, mais ne veulent pas reconnaître leur responsabilité majeure dans ce bilan déplorable. Marcel Servin vint donc de souligner « la nécessité pour le Parti de mener une action de masse plus énergique et plus soutenue ». Le P.C.F. organise pour la fin du mois « une semaine de propagande et de lutte en vue de donner un élan nouveau au mouvement de masse contre la guerre d'Algérie ». Apparemment la direction ne sous-estime pas la difficulté de l'entreprise et Marcel Servin souligne que « cela suppose un intense travail pour faire la clarté idéologique dans les masses ».

Quelle que soit la difficulté de l'heure, nous pensons également qu'il est urgent de reprendre le combat contre la guerre d'Algérie. Nos raisons ne s'identifient sans doute pas entièrement avec celles des dirigeants du P.C.F. qui cherchent à reprendre le contrôle des masses et doivent revaloriser l'autorité du Parti, serait-ce au prix de quelques martyrs. Nous pensons aussi, quant à nous, que la clarté idéologique est indispensable pour faire repartir la lutte et pour l'amplifier sur des bases saines.

Comment y parvenir si l'on ne commence pas par éclaircir les raisons des échecs d'un passé récent ? Dans son discours-programme du 17 janvier, Léon Feix ne vient-il pas de confirmer « le vote juste du 12 mars 56 » en faveur des « pouvoirs spéciaux » et du vote de confiance à Guy Mollet du 5 juin ? Le programme mis en avant par le P.C.F. s'intitule, selon Léon Feix : « La solution française » ou selon Servin : « L'issue nationale à la guerre d'Algérie ».

Nous n'avons pas « le cœur serré, comme Léon Feix, de voir une fois de plus notre pays faire figure d'accusé à l'O.N.U. ». L'accusé c'est l'impérialisme français, et la seule crainte que nous éprouvons c'est que les loups ne se dévorent pas entre eux... même à l'O.N.U. Quant à la « solution française » et à « l'issue nationale », ce n'est ni une solution prolétarienne, ni une issue socialiste et nous restons persuadés qu'on ne mobilisera pas la classe ouvrière sur des objectifs qui lui sont étrangers. Voit-on les travailleurs faire la grève générale en faveur d'un statut néo-impérialisme comme celui que propose Léon Feix, en faveur d'une Union Française rénovée ? ou encore en faveur de la formule équivalente proposée par Gilles Martinet : « Un nouvel et grand avenir s'ouvrira devant la France lorsqu'elle aura transformé son ancien empire en une libre association des peuples » ? Le programme du P.C.F. comme celui de Gilles Martinet se situe au niveau de Mendès-France et de sa « rénovation » du capitalisme. La classe ouvrière ne saurait servir de masse d'appoint à une telle opération contre-nature dont le peuple algérien et elle-même seront les victimes. Gilles Martinet a surtout le souci de ne pas apparaître comme un défaitiste et de glisser cette étiquette dans la poche des jusqu'au-boutistes. Nous ne voyons pas en quoi c'est un titre de gloire pour un marxiste que de contribuer au renfouement de sa bourgeoisie.

Cela n'a rien de commun avec la lutte anti-impérialiste. C'est le contraire de la lutte impérialiste ; c'est sa trahison. Puisqu'il est question de clarification idéologique, le mieux n'est-il pas de se référer à Lénine et aux Congrès de l'Internationale Communiste de son vivant ?

Aux défenseurs de l'Union Française, les thèses du 4^e Congrès de l'I. C., écrites par Lénine, répondaient par avance :

« La classe ouvrière doit s'opposer avec intrépidité à toute tentative d'un partage de pouvoir entre l'impérialisme et les classes dirigeantes indigènes, que ce partage soit fait ouvertement ou sous forme déguisée, car il a pour but de conserver leurs privilèges aux dirigeants. »

Quant au sens du combat anti-impérialiste, voici tel qu'il est défini par les 21 conditions d'admission à l'I. C. :

« Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les Partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations, doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout Parti appartenant à la 3^e Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les promesses de « ses » impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux. »

Le glissement vers la droite s'est accentué au second tour et s'est manifesté par de nouvelles abstentions sur la gauche compensées par de nouveaux électeurs de la droite volant au secours de la victoire. Ceci explique un certain chassé-croisé. On ne retrouve, en effet, qu'une partie des 20.000 voix qui se sont portées au premier tour sur Bourdet, Frank et Hervé dans les 10.000 voix qui ont rejoint le PCF (il est à supposer que malgré son désistement en faveur de la SFIO bon nombre d'électeurs de Hervé ont voté Monjaouis). On ne retrouve pas davantage sur le nom de Mireille Osmin les voix du radical qui s'est désisté pour elle, et d'une partie des électeurs de Bourdet et de Hervé. Par contre le candidat de la droite, Tardieu, en dépit des 19.000 voix de Poujade retrouve 70.000 nouveaux électeurs, chiffre qui dépasse largement les voix du MRP et de Soubiran qui s'étaient retirés après le premier tour.

Malgré un très grand effort pour remonter la pente, le PCF n'a pu provoquer aucun sursaut au second tour. L'augmentation de 10.000 voix est un faible résultat, le même qu'il a obtenu au second tour des élections partielles de décembre 1952. Son pourcentage reste inférieur de 5 % aux résultats du second tour de 1952 qui marquait une époque d'isolement et de grandes difficultés pour le PCF (crise Marty-Tillon). Il s'agit donc bel et bien d'une défaite du PCF, défaite qui vient démentir les phrases optimistes des dirigeants selon lesquels la répression soviétique en Hongrie n'aurait produit qu'un effet restreint et momentané sur la classe ouvrière. A noter

Dans le 1er Secteur de Paris

Une petite élection aux larges effets

la gêne du PCF devant notre désistement. « L'Humanité » a fait le silence et le secrétariat fédéral de Paris a eu le front de déclarer qu'aucun candidat ne s'était désisté en faveur de Monjaouis. Il n'était pas commode d'expliquer aux militants que le « candidat de la provocation suscité par la bourgeoisie » s'était désisté en faveur du PCF.

Le succès notable de la SFIO qui double le nombre de ses voix dans ce secteur par rapport à 1952 et passe de 9,3 à 14,2 % des voix par rapport au 2 janvier 1956 ne peut être interprété comme un reflux des travailleurs passant du PCF à la SFIO. Le PS a trouvé sur la base de la politique Mollet une nouvelle clientèle électorale petite bourgeoisie à tendances réactionnaires, colonialiste qui suivait précédemment les radicaux ou le MRP, tous deux en plein recul. Au second tour notamment, Mireille Osmin a recueilli les voix bourgeoises « libérales » qui ne voulaient pas se porter sur la droite réactionnaire endurcie à la Tardieu.

En résumé ce petit incident que constituent ces

élections partielles a une portée politique assez vaste :

1) La cuisante défaite de Mendès-France se répercute dans le parti radical et met à l'ordre du jour la fusion des fractions éparses de cette formation, fusion qui mettra fin à l'œuvre de « rénovation » mendésiste.

2) Le revers de Poujade est de nature à hâter l'éclatement de son groupe parlementaire et l'émiettement du mouvement.

3) Le recul du PCF met en évidence la crise du mouvement ouvrier et communiste et la dégradation des rapports du PCF avec les masses. L'abstention ouvrière marque davantage, à l'étape actuelle, le désarroi et le manque de perspectives, qu'une prise de conscience claire et définitive, concernant la trahison du stalinisme.

4) Guy Mollet ne tire aucun profit du progrès de son parti qui s'insère dans une poussée droitière consécutive à la politique réactionnaire de son gouvernement. La droite sort renforcée de ce test. Elle se sent plus sûre de sa force. Elle commence à traiter Guy Mollet en larbin et calcule d'ores et déjà quels seront le moment le plus favorable et le point de chute adéquat pour mettre fin à l'expérience gouvernementale en cours.

Il importe, bien entendu, de considérer les limites de ce test électoral qui ne préjuge pas du rapport des forces dans la lutte de classe où la puissance de combat de la classe ouvrière reste intacte.